

Cette première étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de L'INSTAT

Cette équipe a été dirigée par :

M RAZAFINDRAVONONA Jean, Directeur Général

M. RANDRETSA Iarivony, Directeur

M. RANDRIAMBOLAMANITRA Samuel, Directeur

Les analystes :

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Ingénieur Statisticien

M. RAJAobelina Jimmy, Ingénieur Statisticien

Et de M. RAKOTOARSON Andry, Ingénieur Statisticien

Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction des Etudes de la Banque Centrale :

M. RAKOTOMANGA Joseph, Directeur des Etudes

M. ANDRIAMIHARISOA André, Fondé de pouvoir

M. RALAINDIMBY Tsilavo Haja, Chef de service

M. RABEANTOANDRO Joé, Chef de service

M. RAVALISON Salvator, Chef de service

M. RAZAFINDRAKOTO Hery, Attaché de direction

Sommaire

AVANT-PROPOS	1
REMERCIEMENTS.....	3
INTRODUCTION	4
CHAPITRE I : METHODOLOGIE D'ENQUETE	5
1.1. Objectifs de l'enquête	5
1.2. Concepts et définitions	5
1.2.1. Notion de résidence.....	5
1.2.2. Territoire économique.....	5
1.2.3. Investissement Direct Etranger (IDE).....	6
1.2.4. Entreprise d'investissement direct.....	7
1.2.5. Investisseur direct.....	7
1.2.6. Investissements de PorteFeuille (IPF).....	7
1.3. Couverture de l'enquête	8
1.4. Champ de l'enquête.....	8
1.5. Unité Statistique.....	9
1.6. Couverture Géographique	9
1.7. Déroulement de l'opération.....	9
CHAPITRE II : CARACTERISTIQUES GENERALES DES ENTREPRISES	10
2.1. Situation des Entreprises des IDE et des IPF	10
2.1.1. Situation des entreprises selon la part de capital des investisseurs non résidents	10
2.1.2. Situation spécifiques des entreprises des IDE	12
2.1.2.1. Les entreprises des IDE selon la forme juridique	12
2.1.2.2. Les entreprises des IDE selon le régime fiscal	13
2.1.2.3. Les entreprises des IDE par branches d'activités	14
2.3. Les indicateurs de résultat.....	15
CHAPITRE III : STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS	19
3.1. Stocks d'investissements étrangers	19
3.1.1. Niveau général des investissements étrangers.....	19
3.1.2. Origines géographiques de la composante IDE.....	20
3.2. Stock de capital social.....	21
3.2.1. Le stock de capital selon le type d'entreprise.....	21
3.2.2. Le stock de capital par branche	22
3.2.3. Le stock de capital selon la forme juridique.....	23
3.2.4. Le stock de capital selon le régime fiscal	23
3.2.4.1. Les spécificités des entreprises franches	24
3.2.4.2. Les spécificités des entreprises de droit commun (DC)	24
3.2.5. Les principaux pays investisseurs à Madagascar	25
3.2.5.1. La France.....	26
3.2.5.2. L'île Maurice.....	27
3.2.5.3. Le Luxembourg.....	28
3.2.5.4. La Belgique	29
3.2.5.5. L'île de la Réunion.....	30
3.2.5.6. Les Etats-Unis d'Amérique	31
3.2. Flux des IDE	32
3.2.1. Situation générale des flux	32
3.2.2. Situation des flux des IDE par type d'entreprise d'investissement direct	33
3.2.3. Situation des flux des IDE par pays d'origine.....	34
3.2.3.1. Le cas de la France.....	35
3.2.3.2. Le cas de L'île Maurice.....	36
RECOMMANDATIONS.....	38
BIBLIOGRAPHIE	40
ANNEXE	41

Liste des tableaux

Tableau n°01 : Répartition des entreprises selon la part de capital détenue par les non résidents	10
Tableau n°02 : Répartition des entreprises selon le régime fiscal et la part des investisseurs étrangers en 2000 et en 2001	11
Tableau n°03: Répartition des entreprises selon la forme juridique et la part des investisseurs étrangers en 2000 et en 2001	12
Tableau n°04: Répartition des entreprises des IDE selon la forme juridique.....	13
Tableau n°05: Répartition des entreprises des IDE selon le régime fiscal 2000-2001.....	13
Tableau n°06 : Répartition des entreprises des IDE par branche en 2000 et en 2001 (en %)	14
Tableau n°07 : Indicateurs de performances des entreprises à investissement étranger - années 2000 et 2001	16
Tableau n°08 : Indicateurs de performances des entreprises à investissement étranger par branche en 2000 et en 2001.....	18
Tableau n°09 : Répartition des capitaux étrangers par type d'investissement. (en FMG)	19
Tableau n°10 : Répartition des stocks des IDE selon leurs composantes. (en FMG).....	20
Tableau n°11 : Répartition par zone géographique des stocks des IDE (en FMG).....	20
Tableau n°12: Stocks de capital par type d'entreprise d'investissement direct (en FMG).....	22
Tableau n°13 : Parts de chaque branche dans le stock de capital des IDE (en %)	22
Tableau n°14: Répartition du stock de capital par forme juridique (en %).....	23
Tableau n°15: Répartition par branche du stock de capital des IDE dans les ZF (en%).....	24
Tableau n°16: Répartition par branche du stock de capital des entreprises du DC (en %)	25
Tableau n°17 : Stocks de capital des investisseurs des Etats-Unis d'Amérique (en FMG)	31
Tableau n° 18 : Structure du flux des IDE des années 2000 et 2001 (en FMG).	32
Tableau n°19 : Répartition des flux des IDE par type d'entreprise d'investissement direct. (en FMG)	33
Tableau n°20 : Répartition par pays des flux des IDE des années 2000 et 2001(en FMG)	34
Tableau n°21 : Répartition des flux des IDE de la France selon le type d'investissement et d'entreprise d'investissement direct sur l'ensemble des années 2000 et 2001 (en FMG).....	35
Tableau n°22 : Répartition des flux des IDE de la France par branche d'activité (en FMG).....	35
Tableau n°23 : Répartition des flux des IDE de l'Ile Maurice selon le type d'investissement et d'entreprise d'investissement direct sur l'ensemble des années 2000 et 2001 (en FMG).....	36
Tableau n°24 : Répartition des flux des IDE de l'Ile Maurice par branche d'activité (en FMG).....	36
Tableau A0 : Répartition des entreprises d'Investissement Direct étranger selon la branche en 2000 et 2001	41
Tableau A1 : Stocks de capital par pays (en FMG).....	41
Tableau A2 Stocks de capital par branche (en FMG)	42
Tableau A3 Stocks de capital par type d'entreprise d'investissement direct (en FMG).....	42
Tableau A4 Stocks de capital par forme juridique (en FMG)	42
Tableau A5 Stocks de capital par régime fiscal (en FMG)	42
Tableau A6 : Répartition selon la branche du stock de capital des entreprises du DC (en FMG).....	43
Tableau A7 : Répartition selon la branche du stock de capital des entreprises de la ZF (en FMG).....	43
Tableau A8 : Répartition par branche du stock de capital de la France (en FMG)	44
Tableau A9: Répartition par branche du stock de capital de l'Ile Maurice (en FMG).....	44
Tableau A10 : Répartition par branche du stock de capital de la Belgique (en FMG).....	44
Tableau A11 : Répartition par branche du stock de capital du Luxembourg (en FMG)	44
Tableau A12 : Répartition par branche du stock de capital de l'Ile de La Réunion (en FMG).....	45
Tableau A13 : Répartition par division des flux des IDE (en FMG).....	46
Tableau A14 : Répartition par pays d'origine des flux des IDE (en FMG)	47

Liste des graphiques

Graphique n°1 : Répartition des entreprises des IDE par branche en 2000 et en 2001	14
Graphique n°2 : Evolution de la structure de la valeur ajoutée 2000-2001	17
Graphique n°3 : Evolution de la productivité apparente du travail 2000-2001 (en 10 ⁶ FMG).....	17
Graphique n°4 : Répartition du stock de capital selon le régime fiscal en 2000 et 2001	23
Graphique n°5 : Evolution du stock de capital des IDE par pays (en FMG).....	26
Graphique n°6 : Répartition par branche des stocks de capitaux de la France en 2000 et 2001	27
Graphique n°7 : Répartition par branche des stocks des IDE de l'île Maurice en 2000 et 2001	28
Graphique n°8 : Répartition par branche des stocks des IDE du Luxembourg en 2000 et 2001.....	29
Graphique n°9 : Evolution du stock détenu par branche de la Belgique	30
Graphique n°10 : Répartition du stock du capital de la Réunion en 2001	31
Graphique n°11 : Répartition des composantes des flux par type d'entreprise d'investissement direct.	33

Liste des abréviations

AGOA	African Growth and Opportunity Act
BCM :	Banque Centrale de Madagascar
CA :	Chiffre d'affaires
COI	Commission de l'Océan Indien
DC :	Droit Commun
EIDE	Entreprise d'Investissements Directs Etrangers
EIPF	Entreprise d'Investissements de PorteFeuille
IDE :	Investissement Direct Etranger
INSTAT :	Institut National de la Statistique
IPF :	Investissement de PorteFeuille
NIF :	Numéro des IDentification Fiscale
SA :	Société Anonyme
SARL :	Société A Responsabilité Limitée
VA :	Valeur Ajoutée
ZF :	Zone Franche

AVANT-PROPOS

L'objectif principal du projet vise à doter l'économie malgache d'un système de statistique répondant aux besoins en information sur les investissements étrangers. La Banque Centrale, de part son important rôle, doit être en mesure de produire des informations à jour et fiables pour aider les autorités à prendre les mesures adéquates en matière de politique économique. Dans cette optique, elle envisage actuellement de rénover les statistiques établies par ses soins, à travers la Direction des Etudes. Les travaux d'amélioration commencent par la restructuration du système statistique de la balance des paiements, plus particulièrement celui portant sur les Investissements Directs Etrangers (IDE) et sur les Investissements de PorteFeuille (IPF).

De plus, compte tenu de l'appel aux investisseurs étrangers, décidé par le Gouvernement afin de relancer le développement économique, le poste IDE occupera désormais une place importante dans les comptes nationaux du pays et plus particulièrement dans les statistiques de la balance des paiements. La diversification des sources d'informations devient dans ce cas indispensable pour que les statistiques produites soient cohérentes avec la réalité. Ainsi, la BCM a envisagé de procéder directement à des enquêtes auprès des entreprises dans le cadre d'un système permanent de collecte de données. C'est dans ce cadre que l'INSTAT appuie la Banque Centrale dans la mise en œuvre de l'enquête de base sur les IDE et IPF.

Une méthodologie au profit de la Banque Centrale, pour l'amélioration des statistiques de la Balance de paiement. Le partenariat entre l'INSTAT et la Banque Centrale est l'image parfaite de collaboration entre entités du Système Statistique National. L'INSTAT, le garant du système, assure le transfert de technologie à la Banque Centrale, le principal producteur des statistiques de la Balance des paiements. Le transfert comprend non seulement les outils statistiques nécessaires mais aussi les expériences de l'INSTAT en terme de collecte et d'analyse statistique. C'est dans cette optique que l'enquête auprès des entreprises sur les IDE et IPF a été menée.

Identification des entreprises d'Investissement direct à Madagascar. Malgré l'existence d'un Répertoire National des Etablissements, qui recense toutes les entreprises opérant sur tout le territoire, le champ des investissements directs ne peut être circonscrit a priori car les informations en possession de l'INSTAT retracent seulement les entreprises à participation étrangère. En effet, ces informations restent insuffisantes en matière d'investissements

étrangers. De plus, la crise post-électorale a fortement affecté la situation de certaines entreprises. Bon nombre d'entre elles sont en faillites, introuvables ou toujours en chômage technique. Quoiqu'il en soit, cette enquête nous a permis dans un premier temps de Identifier un panel d'entreprises d'investissements étrangers.

Pour une collaboration harmonieuse des secteurs privé et public au service du développement de Madagascar. Si ce type d'opération statistique devrait devenir un instrument privilégié pour la définition des orientations de la politique économique, il est nécessaire que les résultats soient largement diffusés, au-delà des sphères décisionnelles de l'administration. Cependant, et malgré les gages de bonne foi, la première enquête sur les IDE et IPF n'a pas été facile à réaliser en raison d'énormes difficultés. En effet, un certain nombre d'opérateurs restent encore réticents à répondre ou ne communiquent pas les informations dans les délais impartis, retardant ainsi la publication des résultats. L'inexistence de recensement périodique des entreprises établies à Madagascar n'a fait que compliquer le travail et accentuer le retard. Tous les moyens devront être mis en œuvre pour qu'à l'avenir, cette contrainte soit levée. La confiance réciproque entre le secteur public et le secteur privé est la clef de la pérennisation d'un instrument aussi important pour le développement économique de Madagascar.

REMERCIEMENTS.

Avec la réalisation de l'enquête sur les IDE et IPF, nous espérons que Madagascar peut s'enorgueillir de disposer d'un outil performant en matière de suivi des IDE. Nous souhaitons qu'il soit mis à profit grâce au partenariat entre les autorités et les opérateurs pour gagner la bataille de la réduction de la pauvreté pour un développement rapide et durable du pays.

Pour terminer, nous tenons à remercier les chefs d'entreprise de la confiance qu'ils nous ont accordée, en acceptant de distraire quelques moments de leur temps précieux pour remplir le questionnaire, surtout en cette période difficile de relance économique.

Ces remerciements s'adressent également à toute l'équipe des enquêteurs et des contrôleurs qui ont travaillé dans des conditions souvent difficiles.

Ces remerciements s'adressent à toutes les personnes ayant donné leurs remarques pour l'amélioration de ce document en particulier à : M.RANDRIAMANANA Zaza Burton, Directeur et M.BELALAHY Aubin Aurore.

Enfin et non le dernier, nous réitérons notre gratitude à la Banque Centrale, et ce à travers la Direction des Etudes, de la marque de confiance et de soutien qu'elle n'a cessé de témoigner à l'égard de l'INSTAT et de ses techniciens.

INTRODUCTION

L'ouverture d'une économie vers l'étranger se reflète à travers les échanges commerciaux de biens et services ainsi que les échanges de capitaux à court et à long terme. Si les premiers sont des outils de développement traditionnels, les seconds sont assez récents, à partir du début des années 80 pour les pays développés.

Les investissements étrangers, particulièrement les IDE et IPF, constituent la majorité de ces mouvements de capitaux. Ils correspondent à la prise de participation d'un non-résident, sans tenir compte de la nationalité, dans le capital social d'une entreprise d'une autre économie.

Les investissements étrangers peuvent être appréhendés de deux manières : i) les investissements de l'étranger, c'est-à-dire venant de l'étranger, et ii) les investissements vers l'étranger, c'est-à-dire effectués par les résidents dans une autre économie.

Compte tenu de la réglementation de change en vigueur à Madagascar, entre autres sur la libéralisation des capitaux, toutes opérations d'investissements ou de placements à l'étranger de la part d'un résident sont assujetties à l'autorisation du Ministère de l'Economie, des Finances et du Budget. Cette restriction isole l'économie, dans la mesure où bon nombre d'entreprises résidentes éprouvent des besoins de financements chroniques qui bloquent leur développement.

Face à ce problème, la première enquête sur les IDE et IPF a été axée essentiellement sur les investissements venant de l'étranger. L'évaluation a porté sur les stocks et les flux des investissements étrangers. Toutefois, les stocks, surtout ceux des IDE, restent sous-évalués du fait de la non disponibilité des autres composantes du passif du bilan des entreprises exceptés le « capital social » et les nouveaux flux de l'exercice concerné. Néanmoins, l'enquête aura permis d'identifier les entreprises d'investissements directs à Madagascar, les flux nets en 2000 et 2001 et de mettre en place un système statistique fiable des IDE et des IPF.

Ainsi, le présent rapport fournit les principaux résultats de l'enquête sur les IDE et IPF et il comprend trois chapitres : i) un aperçu méthodologique, ii) les caractéristiques générales des entreprises, iii) l'analyse des IDE suivant le stock de capital social et le flux des années 2000 et 2001.

CHAPITRE I : METHODOLOGIE D'ENQUETE

Le présent chapitre a pour objet de donner un aperçu de la méthodologie adoptée pour la réalisation de l'enquête relative à la situation des IDE et des IPF à Madagascar au cours des deux années 2000 et 2001. Il vise à donner la portée et la limite des résultats de l'opération et fixe les premiers jalons nécessaires aux travaux de routine à mener au sein de la Direction des Etudes de la Banque Centrale.

1.1. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements internationaux transitant ou pas par la voie bancaire.

Ainsi, l'enquête permet de :

- identifier les entreprises d'investissements étrangers à Madagascar,
- mesurer le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements,

1.2. Concepts et définitions

L'enquête a pour but de collecter les données sur les investissements étrangers. Ces investissements sont composés des Investissements Directs Etrangers (IDE), des Investissements de Portefeuille (IPF) et des autres investissements.

1.2.1. Notion de résidence

(i) Est considéré comme *résident* tout agent économique (nationaux ou étrangers) présent et exerçant une activité sur une durée de 1 an ou plus sur le territoire économique malagasy.

ii) Est considéré comme *non-résident* tout agent économique qui réside sur le territoire économique malagasy pour une durée inférieure à 1 an.

1.2.2. Territoire économique

Le territoire économique est constitué par la zone géographique administrée par un gouvernement. Il comprend à l'intérieur l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, et à l'extérieur les représentations du pays (ambassade, consulat).

De plus, le territoire économique d'un pays exclut les enclaves territoriales utilisées par des gouvernements étrangers ou des organisations internationales qui sont situées physiquement à l'intérieur des frontières des pays en question.

1.2.3. Investissements Directs Etrangers (IDE)

On entend par IDE, les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquies un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Ainsi il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personnalité morale distincte. Donc les capitaux des IDE sont composés de i) Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou ii) Capitaux reçus par l'investisseur provenant de l'entreprise. En fait, l'IDE désigne l'ensemble des ressources qu'un investisseur direct laisse, à un moment donné, à la disposition des entreprises d'investissement direct, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct. Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.

Les transactions des capitaux d'investissements directs, enregistrées en fonction de leur destination, se décomposent en :

i) Capital social : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,

ii) Bénéfices réinvestis : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

iii) Autres transactions d'investissements directs : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

1.2.4. Entreprise d'investissement direct

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct non résident détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

- i. **Entreprises affiliées** : un investisseur détient au maximum 50% du capital ;
- ii. **Filiales** : un investisseur non résident détient plus de 50% du capital ;
- iii. **Succursales**, filiales à 100% ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

1.2.5. Investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10% ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

1.2.6. Investissements de PorteFeuille (IPF)

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserves.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation comprennent tous les instruments et les documents reconnaissant à leur porteur des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance sont des titres détenus par les non résidents, leur donnant le droit inconditionnel de bénéficier d'un revenu monétaire fixe ou variable, déterminé par un contrat, auprès d'un résident.

1.3. Couverture de l'enquête

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « comportement » de l'entreprise d'investissement direct.

1.4. Champ de l'enquête

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Ensuite, la forme juridique a été utilisée pour déterminer l'importance de chaque entreprise en raison de l'absence des informations requises (taille, capital, chiffre d'affaires, etc.). D'où il a porté sur les Sociétés Anonymes (SA), les grandes Sociétés A Responsabilité Limitée (SARL) et quelques grandes entreprises à autres formes juridiques (Société en Nom Collectif, Société d'Economie Mixte, etc.).

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistiques et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 12 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,

- Commerce
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage et communications,
- Intermédiation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires) portant sur le stock de capital social et les bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque Centrale. Néanmoins la compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

1.5. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est « l'Entreprise », et non les établissements pour les raisons suivantes : i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

1.6. Couverture Géographique

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

1.7. Déroulement de l'opération

La collecte des informations sur le terrain a mobilisé 57 enquêteurs et 14 contrôleurs sur tout Madagascar. Au début, la prévision de la durée de la collecte des données sur l'ensemble du pays, comprenant les temps de déplacements, était de 1 mois. Mais la réticence de certains entrepreneurs et le temps demandé par les responsables d'entreprise pour le remplissage du questionnaire ont considérablement ralenti la récupération des questionnaires. A signaler que le dernier questionnaire reçu n'est arrivé que le 24 octobre 2003 à l'INSTAT, soit 4 mois après le début de l'opération de collecte.

Cinq Ordinateurs (Windows XP professionnel, ACCESS 2000) ont été utilisés pour la saisie des questionnaires pour une durée de 10 jours effectifs. 5 opérateurs de saisie ont effectué cette tâche. L'exploitation et l'analyse des données ont nécessité l'emploi de 3 ordinateurs comportant les logiciels SPSS, Excel et Word.

CHAPITRE II : CARACTERISTIQUES GENERALES DES ENTREPRISES

Il est à rappeler que le mandat assigné lors de cette enquête porte sur les statistiques relatives à 2000 et 2001. L'opération menée vise à fournir les premiers jalons de base pour la mise en place d'un système permanent de suivi des IDE et des IPF au sein de la Banque Centrale de Madagascar. En effet un tel système est évolutif et une mise à jour périodique confortée par la consolidation des acquis devrait être poursuivie dans le temps afin de mieux appréhender et d'affiner les statistiques.

Le présent chapitre traitera la répartition des entreprises d'investissements étrangers selon certaines variables clés et présentera quelques indicateurs de résultats sur les entreprises des IDE.

2.1. Situation des Entreprises des IDE et des IPF

Ce paragraphe donne un aperçu global de l'ensemble des entreprises des IDE et des IPF notamment celui relatif à la détention de capital selon le régime fiscal et la forme juridique.

2.1.1. Situation des entreprises selon la part de capital des investisseurs non résidents

En se référant à la définition des entreprises d'investissements étrangers indiquée dans la section méthodologie comprenant l'IDE et l'IPF, la répartition selon la détention de part de capital est donnée dans le tableau n°1.

Tableau n°01 : Répartition des entreprises selon la part de capital détenue par les non résidents

Part de capital	2000		2001	
	Effectif	%	Effectif	%
<i>Entreprises d'Investissement de Portefeuille</i>	15	8,0	16	7,3
<i>Entreprises d'Investissement Direct Etranger</i>	172	80	212	92,7
Dont Entreprises affiliées	52	27,8	60	27,5
Filiales	77	41,2	89	40,8
Succursales	43	23,0	53	24,4
Total général	187	100,0	218	100,0

Source: Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM- 2003

Au total il a été dénombré 218 entreprises des IDE/des IPF en 2001 contre 187 entreprises des IDE/des IPF en 2000, soit une augmentation de 31 entreprises, correspondant à une croissance de 16,6% de l'effectif sur la période.

Les entreprises des IDE, composées des entreprises affiliées, des filiales et des succursales, représentent plus de 90% de l'ensemble. Parmi ces entreprises, les filiales occupent la première place sur les deux années. Elles représentent plus de 40% de l'effectif des entreprises d'investissements étrangers sur la période.

Les tableaux n°02 et n°03 donnent les répartitions des entreprises selon le régime fiscal et la part détenue par les investisseurs étrangers.

Tableau n°02 : Répartition des entreprises selon le régime fiscal et la part des investisseurs étrangers en 2000 et en 2001

Régime fiscal	EIPF		EIDE						Total	
			Entreprise affiliée		Filiale		Succursale			
	Années	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000
Droit commun	11	11	36	39	51	61	22	26	120	137
Code des investissements			1	1	-	-	-	1	1	2
Zone franche	4	5	15	20	25	27	21	26	65	78
Spécial			-	-	1	1	-	-	1	1
Total	15	16	52	60	77	89	43	53	187	218

Source: enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2003

Le croisement entre le type de régime fiscal avec les types d'investissements étrangers fait ressortir l'importance des entreprises du droit commun et en même temps des filiales dans l'ensemble des entreprises. Cette prédominance est aussi constatée au niveau des entreprises de la zone franche (étant des filiales). Le nombre des entreprises franches succursales est passé de 21 à 26 entre 2000 et 2001.

Sur les deux années, l'une des caractéristiques essentielles de ces entreprises affiliées, filiales, ou succursales est qu'elles sont en majorité des SARL. Ces SARL représentent plus de la moitié des entreprises en 2000 et 2001. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que les investisseurs étrangers opèrent principalement dans les entreprises intermédiaires.

Tableau n°03: Répartition des entreprises selon la forme juridique et la part des investisseurs étrangers en 2000 et en 2001

Forme juridique	EIPF		EIDE						Total		
			Entreprise affiliée		Filiale		Succursale				
	Années	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001
SA		5	6	13	16	38	37	14	15	70	74
SARL		10	10	39	44	39	52	28	36	116	142
Autre		-	-	-	-	-	-	1	2	1	2
Total		15	16	52	60	77	89	43	53	187	218

Source: Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

Les Entreprises de forme juridique SA suivent en deuxième position et représentent le tiers de l'ensemble des effectifs pour chacune des deux années.

2.1.2. Situation spécifiques des entreprises des IDE

Lors de l'enquête qualifiée « d'enquête de base », sur les 1.200 entreprises¹ à participation étrangère contactées créées avant le 31 décembre de l'année 2001, 765 sont encore en activité sur le territoire national, soit un taux de survie de 64%. La pré exploitation de cette enquête de base a permis de dénombrer un total de 172² entreprises des IDE non compris les entreprises des IPF en 2000. En 2001, on a recensé 202³ entreprises des IDE, soit 30 entreprises de plus qu'en 2000. En bref, sur l'ensemble des 765 entreprises à participation étrangère enquêtées durant la période de référence, 26% sont des entreprises des IDE, soit 202 entreprises.

2.1.2.1. Les entreprises des IDE selon la forme juridique

Le tableau n°04 donne la répartition des entreprises des IDE/IPF selon la forme juridique. Il en ressort que la forme SARL est la plus répandue, représentant 62% de l'ensemble en 2000 et 65% en 2001. En terme économique, cette dominance des SARL, en terme d'effectif, dans les entreprises d'investissements directs pourrait traduire le fait que les investisseurs se tournent principalement vers des structures plus allégées des entreprises qui ne nécessitent pas des grands investissements.

¹ Entreprises à participation étrangère (résident et/ou non résident)

² Ce sont les entreprises créées avant l'année 2000 et qui restent encore en activité pendant la période de l'enquête. Ce nombre ne tient pas compte des entreprises créées avant 2000 et qui sont introuvables ou en faillites pendant la période de l'enquête

³ Ce sont les entreprises créées avant l'année 2001 (y compris 2001) et qui restent encore en activité pendant la période de l'enquête. Ce nombre ne tient pas compte des entreprises créées avant 2001 et qui sont introuvables ou en faillites pendant la période de l'enquête

Tableau n°04: Répartition des entreprises des IDE selon la forme juridique

Forme juridique	2 000		2 001	
	Effectif	%	Effectif	%
SA	65	37,8	68	33,7
SARL	106	61,6	132	65,3
Autre	1	0,6	2	1,0
Total	172	100,0	202	100,0

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM 2003

Entre 2000 et 2001, l'effectif des entreprises des IDE a globalement enregistré une hausse de 17,4%. La dynamique a été plus marquée pour les SARL, avec un taux de croissance annuelle de 24,5% de leur effectif contre 4,6% pour les SA.

Bien que l'effectif des entreprises « autre forme juridique » soit négligeable, la tendance est également à la hausse sur la période.

2.1.2.2. Les entreprises des IDE selon le régime fiscal

La répartition des entreprises selon le régime fiscal est donnée dans le tableau n° 05. Il en ressort que le régime de « droit commun » est le plus prépondérant. En 2001, ce régime représente 62,4%. de l'ensemble contre 63,3% en 2000.

Tableau n°05: Répartition des entreprises des IDE selon le régime fiscal 2000-2001

Régime fiscal	2000		2001	
	Effectif	%	Effectif	%
Droit commun	109	63,3	126	62,4
Code des investissements	1	0,6	2	1,0
Zone franche	61	35,5	73	36,1
Spécial	1	0,6	1	0,5
Ensemble	172	100,0	202	100,0

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM 2003

L'évolution des effectifs selon le régime fiscal montre par contre une hausse plus importante pour les entreprises franches dont la croissance annuelle est de 19,7% contre une hausse de 15,6% pour les entreprises de droit commun durant la période 2000-2001.

2.1.2.3. Les entreprises des IDE par branches d'activités

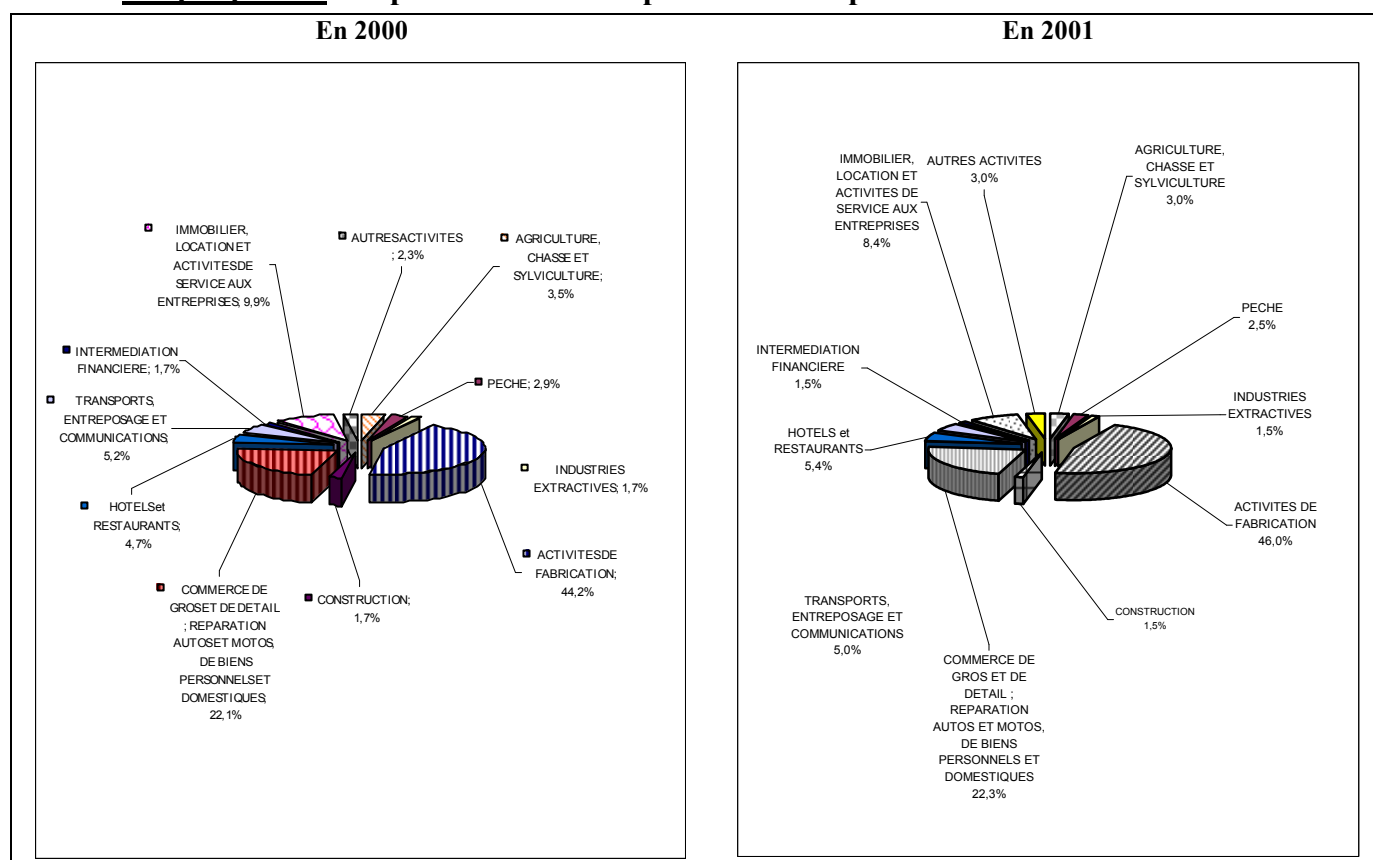
Tableau n°06 : Répartition des entreprises des IDE par branche en 2000 et en 2001 (en %)

BRANCHE	2000	2001
Agriculture, chasse et sylviculture	3,5%	3,0%
Pêche	2,9%	2,5%
Industries extractives	1,7%	1,5%
Activités de fabrication	44,2%	46,0%
Construction	1,7%	1,5%
Commerce	22,1%	22,3%
Hôtels et restaurants	4,7%	5,4%
Transports, entreposage et communications	5,2%	5,0%
Intermédiation financière	1,7%	1,5%
Immobilier, location et activités de service aux entreprises	9,9%	8,4%
Autres activités	2,3%	3,0%
Total	100%	100%

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM 2003

Le graphique n°1 donne la répartition des effectifs des entreprises à IDE selon les branches d'activité en 2000 et en 2001

Graphique n°1 : Répartition des entreprises des IDE par branche en 2000 et en 2001



Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM 2003

En 2000, les entreprises des IDE à Madagascar se concentrent essentiellement dans deux branches :

- Activités de fabrication (44%), et
- Commerces (22%).

Ces branches représentent près des deux tiers des entreprises des IDE. Malgré cette concentration, la diversité des activités manufacturières mérite d'être mentionnée. Si on ne considère que la branche « activité de fabrication », la division « Fabrication d'articles d'habillement ; préparation et teinture de fourrures » occupe une place importante (36,7% de l'ensemble de la branche « activité de fabrication »), vient ensuite la division « fabrication textiles » (21,5%). Les « industries chimiques et de corps gras », activités peu courantes dans les pays peu industrialisés, occupent la troisième place, elles représentent 10% de l'ensemble des activités de fabrication

En 2001, les activités de fabrication occupent toujours la première place et regroupent les 47% des entreprises des IDE. La branche « commerce » a enregistré une légère hausse de 1 point entre 2000 et 2001.

Si on ne considère que la branche « activités de fabrication », deux divisions se démarquent par une croissance marquée de leur effectif, les fabrications d'articles d'habillement (27,6%) et les industries textiles (11,8%). Ces résultats sont essentiellement dus à la création des entreprises franches orientées vers ces activités.

2.3. Les indicateurs de résultat

Cette section est consacrée à la situation et l'évolution des chiffres d'affaires, des valeurs ajoutées et des ressources humaines des entreprises des IDE et des IPF. En effet, ces éléments sont collectés afin de mieux circonscrire le comportement des entreprises à investissement direct étranger.

Le chiffre d'affaires des entreprises des IDE a atteint 2.288 milliards de FMG courant au cours de l'exercice 2000 et a généré 727 milliards de FMG de valeur ajoutée (VA). Il est à remarquer que pour les entreprises des IPF, le chiffre d'affaires est de 194 milliards de FMG, soit 8,48% du total.

Tableau n°07 : Indicateurs de performances des entreprises à investissement étranger - années 2000 et 2001

Part de capital	CA (10 ⁹ FMG)		VA (10 ⁹ FMG)		Effectif personnel (L)		Productivité apparente VA/L (en 10 ⁶ FMG/tête)		Taux de valeur ajoutée (%)		
	Années	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001	2000	2001
<i>Entreprise des IPF</i>		194	214	29	39	2 597	3 182	11	12	14,95	18,22
<i>Entreprise des IDE</i>		2 288	3 270	727	908	45 666	53 802	16	17	31,77	27,77
Dont Entreprise affiliée		691	775	388	442	9 200	10 361	42	43	56,15	57,03
Filiale		1 291	2 149	220	341	20 953	22 375	10	15	17,04	15,87
Succursale		306	346	119	125	15 513	17 884	8	7	38,89	36,13

Source : Enquête IDE/IPF – INSTAT/BCM- 2003

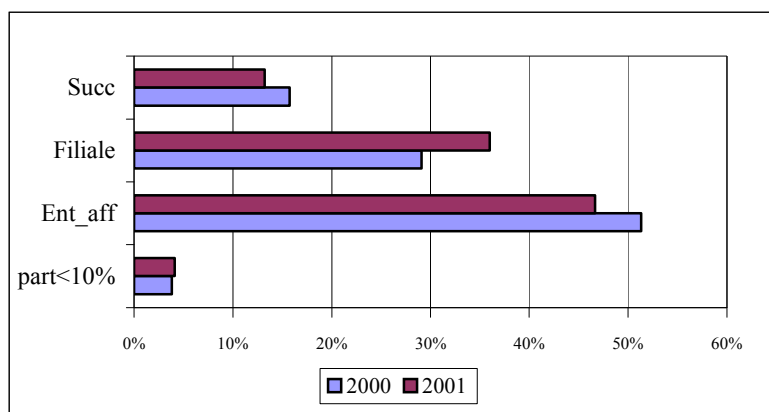
Pendant l'exercice 2000 le chiffre d'affaires des entreprises des IDE ne se répartissait pas de façon relativement homogène entre les entreprises affiliées, filiales et succursales. Les entreprises filiales génèrent à elles seules 56,4% du chiffre d'affaires total. Les succursales sont à l'origine de 13,37% du chiffre d'affaires.

En 2000, 45,9% des emplois des entreprises d'investissements directs se trouvent dans les entreprises filiales. En revanche, pour cette même année, en rapportant la valeur ajoutée au nombre de travailleurs, la productivité apparente du travail est 5 fois supérieure dans les entreprises affiliées comparée à celle des succursales. Chez les entreprises d'investissements directs étrangers, la main-d'œuvre la plus productive est donc celle des entreprises affiliées.

La valeur du chiffre d'affaires des entreprises d'investissements directs étrangers est passée de 2 288 à 3 270 milliards de FMG courant entre 2000 et 2001, soit un taux de croissance en valeur de 42,9%.

La valeur ajoutée s'élève à 908 milliards de FMG courant en 2001, soit une hausse de 24,9% par rapport à l'année 2000. Elle ne s'accroît pas au même rythme que le chiffre d'affaires. En effet le taux de la valeur ajoutée a baissé, passant de 31,77% en 2000 à 27,77% en 2001.

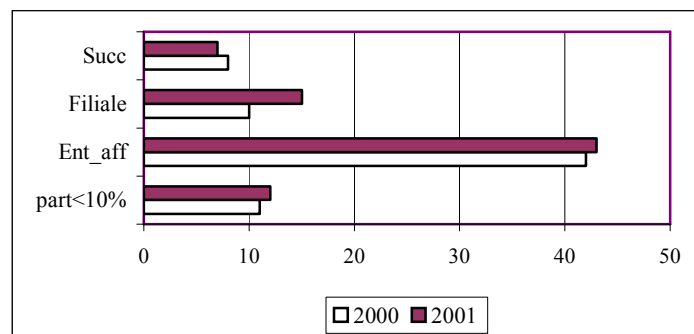
Graphique n°2 : Evolution de la structure de la valeur ajoutée 2000-2001



Source : Enquête IDE/IPF- INSTAT-BCM- 2003

Par ailleurs, entre 2000 et 2001, le personnel employé par les entreprises d'investissement direct étranger est passé de 45.666 à 53.802 personnes, soit un accroissement annuel de 17,8%. L'accroissement net de l'emploi entre 2000 et 2001 s'explique principalement par le fort dynamisme des entreprises nouvellement créées.

Graphique n°3 : Evolution de la productivité apparente du travail 2000-2001 (en 10⁶ FMG)



Source : Enquête IDE/IPF- INSTAT-BCM- 2003

Tableau n°08 : Indicateurs de performances des entreprises à investissement étranger par branche en 2000 et en 2001

Branches	Productivité apparente (VA/L) (en 10 ⁶ FMG/tête)		Taux de valeur ajoutée	
	2000	2001	2000	2001
Agriculture, chasse et sylviculture	6	14	19,01	49,12
Pêche	53	46	35,67	29,98
Industries extractives	-1	0,4	-5,17	1,29
Activités de fabrication	5	6	20,31	18,48
Construction	-0,2	1	-2,62	4,44
Commerce	58	99	11,92	13,91
Hôtels et restaurants	3	14	13,92	48,48
Transports, entreposage et communications	31	20	59,07	41,80
Intermédiation financière	9	36	16,59	42,26
Immobilier, location et activités de service aux entreprises	208	78	66,61	65,74
Autres activités	78	97	85,88	87,15
Ensemble	16	17	30,49	27,16

Source : Enquête IDE/IPF- INSTAT-BCM- 2003

Le tableau n°8 montre que les branches « autres activités », « Immobilier, location et activités de service aux entreprises », « Transports, entreposage et communications » et « Pêche » se caractérisent par des taux de valeur ajoutée élevés (ratio : valeur ajoutée rapportée au chiffre d'affaires). En revanche, le taux de valeur ajoutée est faible pour les branches « construction » et « industries extractives » relativement à la moyenne de l'ensemble.

La main-d'œuvre la plus productive est celle des « autres activités », de l'« Immobilier, location et activités de service aux entreprises », et du « Commerce ».

CHAPITRE III : STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Le présent chapitre fournit les résultats relatifs aux volumes et à l'évolution des stocks et des flux des investissements étrangers. Ces données devraient être considérées comme des références de base pour le suivi des investissements étrangers à Madagascar

3.1. Stocks d'investissements étrangers

Il est à rappeler que les stocks d'investissements étrangers sont constitués par les IDE, les IPF et par les « autres investissements ». Les résultats sur ces stocks portent sur les niveaux et les structures.

3.1.1. Niveau général des investissements étrangers

En 2000, la valeur des stocks de ces investissements s'est chiffrée à 961 milliards de FMG courant. Et en 2001, celle-ci s'est élevée à plus de 1.068 milliards de FMG. Les IDE proprement dit occupent une place prépondérante dans ces capitaux étrangers. En effet, pour les deux années consécutives, les IDE représentent environ 95% de l'ensemble des investissements étrangers.

Tableau n°09 : Répartition des capitaux étrangers par type d'investissement. (en FMG)

Type d'investissement étranger	2000	2001
IDE	922 278 928 689	1 015 630 447 733
IPF	1 625 671 850	1 615 251 850
Autre investissement	37 151 903 822	50 814 252 958
Ensemble	961 056 504 361	1 068 059 952 541

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

Lors de l'enquête de base, les stocks des IDE sont évalués 1.015 milliards de FMG (154 millions de dollar US) en 2001 contre 922 milliards de FMG (136 millions de dollar US) en 2000.

Le tableau n°10 donne la répartition des IDE selon ses principales composantes : stock de capital, bénéfiques réinvestis et autres transactions.

Tableau n°10 : Répartition des stocks des IDE selon leurs composantes. (en FMG)

Composantes	2000	2001
Stocks de capital	458 124 965 381	506 696 623 310
Bénéfices réinvestis	193 801 041 315	167 682 759 023
Autres transactions	270 352 921 992	341 251 065 400
<i>Apport en compte courant</i>	<i>100 829 587 241</i>	<i>107 907 934 908</i>
<i>Autre créance</i>	<i>1 972 205</i>	<i>3 577 450 189</i>
<i>Crédit bail</i>	<i>79 700 000</i>	<i>79 700 000</i>
<i>Emprunts</i>	<i>59 477 871 905</i>	<i>75 811 554 507</i>
<i>Investissement du groupe</i>	<i>108 595 578 374</i>	<i>149 682 110 503</i>
<i>Titre de créance</i>	<i>1 368 212 267</i>	<i>4 192 315 293</i>
Total	922 278 928 689	1 015 630 447 733

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

Les stocks des IDE de Madagascar sont composés essentiellement de la composante « capital social ». La part de cette dernière dans les stocks des IDE est de 50% pour chacune des deux années couvertes par l'enquête. Vient ensuite la rubrique « autres transactions » représentant 29% et 34% du total respectivement en 2000 et 2001. L'on remarque la place prépondérante des sous rubriques « apports en compte courant » et d'« investissements du groupe » dans la rubrique « autres transactions » des IDE. En effet, ces deux dernières sous composantes à elles seules représentent plus de 75% du total.

3.1.2. Origines géographiques de la composante IDE

Quatre continents constituent les principales origines des IDE à Madagascar mais dont la contribution varie significativement d'une région à une autre, il s'agit essentiellement de l'Europe, de l'Afrique (îles de l'Océan Indien notamment), de l'Amérique et de l'Asie. Le tableau n°11 donne le niveau des IDE déclarés par origine lors de l'enquête.

Tableau n°11 : Répartition par zone géographique des stocks des IDE (en FMG)

Continents	2000	2001
Europe	643 728 046 263	680 024 764 271
Afrique	155 785 615 311	188 695 026 086
Amérique	64 890 810 064	56 424 317 825
Asie	49 123 291 583	81 539 831 359
Non déclarés	8 751 165 468	8 946 508 193

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

Les résultats des niveaux par zone géographique des stocks des IDE montrent l'importance de l'Europe comme origine des investissements. L'Europe a apporté 70% et 64% des stocks respectivement pour les années 2000 et 2001. Cette place de l'Europe est due essentiellement

à la place qu'occupent trois pays à savoir la France, le Luxembourg et la Belgique. Les stocks des IDE de ces trois pays regroupent plus de 90% de l'ensemble de l'Europe.

L'Afrique, quant à elle, a apporté environ 17% et 19% des stocks des IDE, respectivement pour les années 2000 et 2001. Il s'agit essentiellement de l'Ile Maurice et de l'Ile de La Réunion. Les stocks des IDE de ces derniers sont de l'ordre de 98% pour l'année 2000 et de 99% pour 2001 par rapport à l'ensemble du continent.

Pour le continent américain, les stocks des IDE provenant des Etats-Unis et du Canada représentent 5,5 % du total des IDE en 2000 et 7,5% en 2001.

Quant au continent asiatique, entre 2000 et 2001, leurs stocks des IDE ont enregistré une hausse considérable de 65%. Cette évolution est due essentiellement à l'augmentation des stocks de la Chine. Ces stocks des IDE sont passés de 25 milliards de FMG à 40 milliards de FMG entre les deux périodes, soit une progression de 60%. Cet accroissement du stock des IDE de la Chine provient de la hausse significative de l'apport en compte courant dans la branche d'activité « Fabrication de produits alimentaires et de boissons » passant de 5 milliards de FMG à 16 milliards de FMG ainsi que de l'apport en capital dans la branche « Fabrication textile » augmentant de 183 millions de FMG à 4 milliards de FMG.

3.2. Stock de capital social

Compte tenu des limites présentées dans la partie méthodologie, les résultats selon les stocks de capitaux s'articuleront autour du « stock de capital social » des investisseurs étrangers. L'on rappelle que ces stocks représentent la prise de position et les relations à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise d'investissement direct.

Ainsi, le stock de capital est passé de 458 milliards de FMG en 2000 à 506 milliards de FMG en 2001, soit une augmentation de 10,6%.

3.2.1. Le stock de capital selon le type d'entreprise

La distribution selon le type d'investissement reçu par les entreprises indique que les filiales détiennent plus de 50% du stock de capital pour chacune des deux années. Puis, viennent les entreprises affiliées représentant 33,5% et 37,4% du stock de capital respectivement en 2000 et 2001. Enfin, les succursales arrivent en dernière position mais leur part s'est accrue de 41% entre les deux années.

Tableau n°12: Stocks de capital par type d'entreprise d'investissement direct (en FMG)

Type	2000	2001
Entreprise affiliée	153 619 484 901	189 636 039 810
Filiale	272 444 433 954	271 572 582 420
Succursale	32 061 046 526	45 488 001 080
Total	458 124 965 381	506 696 623 310

Source : Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2003

3.2.2. Le stock de capital par branche

Les résultats par branche mettent en évidence l'importance de la part de capital détenu par la branche « intermédiation financière (banque, etc.) ». Son stock s'est élevé à 125 milliards de FMG en 2000 et à 127 milliards de FMG en 2001. La branche « activité de fabrication » prend la seconde place avec un montant de 104 milliards de FMG et 148 milliards de FMG respectivement pour chacune des deux années. De plus, cette branche a connu la plus grande progression sur la période avec un accroissement de 41,48%. Plus précisément, ce stock provient de la part de capital de la « fabrication d'habillement » représentant les 47,77 % en 2000 et les 36,96% en 2001 et de la « fabrication textile » pour laquelle ces parts avoisinent les 38% en 2000 et de 41,23% en 2001. Ainsi, cette branche a accédé à la première place en matière d'investissements étrangers à Madagascar en 2001.

Pour la branche « commerce », le stock comprend des parts détenues par les entreprises distributrices des produits pétroliers qui ont atteint plus de 58 milliards de FMG sur les deux années. Les entreprises de « vente en gros » les suivent avec près de 20 milliards de FMG en 2000 et 21 milliards de FMG en 2001.

Tableau n°13 : Parts de chaque branche dans le stock de capital des IDE (en %)

BRANCHE	2000	2001
Intermédiation financière	27,43	25,11
Activités de fabrication	22,85	29,23
Commerce	17,92	16,92
Transports, entreposage et communications	16,94	15,32
Pêche	8,98	8,12
Industries extractives	3,64	3,29
Agriculture, chasse et sylviculture	1,70	1,54
Hôtels et restaurants	0,27	0,24
Immobilier, location et activités de service aux entreprises	0,21	0,18
Autres activités de services	0,04	0,04
Construction	0,01	0,01
Total	100	100

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.3. Le stock de capital selon la forme juridique

Si du point de vue effectif, les entreprises SARL dépassent largement celui des entreprises SA, il n'en demeure pas moins que ces dernières détiennent la majorité du stock de capital de ces entreprises des IDE. En effet, leurs parts représentent plus de 91% du stock de capital total en 2000 et 86% en 2001, en raison de la spécificité de ces entreprises des IDE (capacité de production, nombre de personnel, valeur ajoutée et le chiffre d'affaires). La part des autres formes juridiques ne représente qu'une infime partie de l'ensemble du stock de capital des IDE (plus particulièrement, le stock de capital des SARL ne représente que 8,65% en 2000 et de 13% en 2001).

Tableau n°14: Répartition du stock de capital par forme juridique (en %)

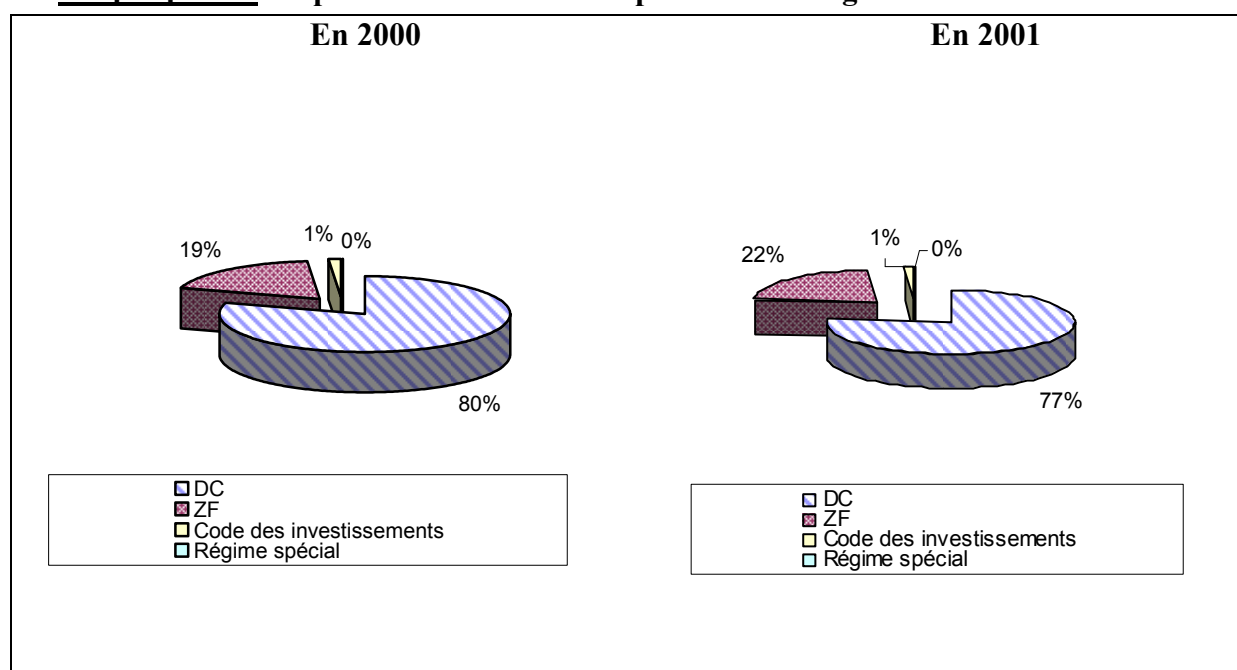
Forme juridique	2000	2001
SA	91,24%	86,80%
SARL	8,65%	13,11%
Autres	0,10%	0,09%
Total	100	100

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.4. Le stock de capital selon le régime fiscal

Les entreprises du droit commun occupent la première place avec 79,66% et 76,54% du stock en 2000 et 2001. Viennent ensuite les entreprises franches dont le stock de capital a augmenté de 30 milliards de FMG.

Graphique n 4: Répartition du stock de capital selon le régime fiscal en 2000 et 2001



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.4.1. Les spécificités des entreprises franches

Le stock de capital des entreprises de la ZF se concentre dans les activités de « fabrication » sur la période. Sa part a augmenté de l'ordre de 50,3% entre 2000 et 2001. Arrive en tête de cette branche, la fabrication textile dont le stock de capital a représenté 39 milliards de FMG et 60 milliards de FMG respectivement en 2000 et 2001.

Tableau n°15: Répartition par branche du stock de capital des IDE dans les ZF (en%)

BRANCHES	2000	2001
Activités de fabrication	58,7%	68,1%
Pêche	41,1%	31,7%
Commerce	0,1%	0,1%
Immobilier, service aux entreprises	0,1%	0,1%
Total	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

La seconde branche est « la pêche et la pisciculture » qui représente près de 36 milliards de FMG pour les deux années.

3.2.4.2. Les spécificités des entreprises de droit commun (DC)

Les stocks de capital des entreprises du DC sont répartis dans 11 branches d'activités : 1) intermédiation financière, 2) commerce, 3) activités de fabrication; 4) transports et communications, 5) industries extractives, 6) pêche, 7) agriculture, chasse et sylviculture, 8) hôtels et restaurants, 9) immobilier, location et activités de service aux entreprises, 10) autres activités de services, et 11) construction.

Cependant, la plus grande part du stock de capital se retrouve dans la branche « intermédiation financière » avec plus de 30% du stock de capital en 2000 et en 2001. Elle est suivi par La branche « commerce » avec 22% du stock sur les deux années. Enfin, La branche « télécommunication et transport » vient en troisième position, sa part s'élève à 21% du stock de capital des IDE.

Tableau n°16: Répartition par branche du stock de capital des entreprises du DC (en %)

BRANCHE	2000	2001
Intermédiation financière	34,43	32,80
Commerce	22,46	22,07
Transports et communication	21,27	20,01
Activités de fabrication	14,71	18,41
Industries extractives	4,42	4,16
Pêche	1,50	1,41
Agriculture, chasse et sylviculture	0,56	0,53
Hôtels et restaurants	0,33	0,31
Immobilier, location et activités de service aux entreprises	0,25	0,22
Autres activités de services	0,06	0,05
Construction	0,01	0,01
Total	100	100

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.5. Les principaux pays investisseurs à Madagascar

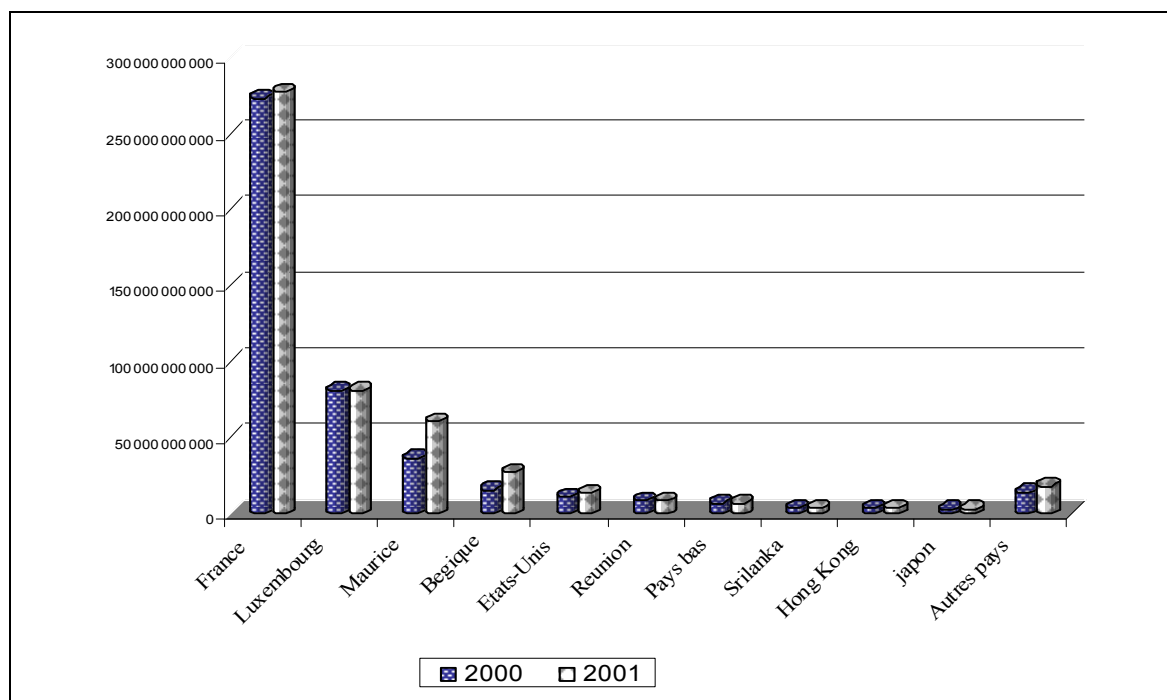
Au cours des deux années 2000 et 2001, la France reste le principal pays d'investisseur direct à Madagascar. Sa part dans le capital social est passée de 273 milliards de FMG en 2000 à 277 milliards de FMG en 2001.

Pour les autres pays, l'on peut citer selon les déclarations obtenues, le Luxembourg constitue le second pays d'investisseur direct à Madagascar avec 81 milliards de FMG en 2000 et en 2001. Sa part sur les deux années reste alors stable.

L'île Maurice se retrouve à la troisième place malgré que sa part ait augmenté de 67,25% sur les deux années. Son stock s'évalue à 61 milliards de FMG en 2001. La Belgique et les Etats-Unis viennent après.

En définitive, ces cinq pays détiennent à eux seuls près de 90% du stock de capital des IDE à Madagascar.

Graphique n°5 : Evolution du stock de capital des IDE par pays (en FMG)



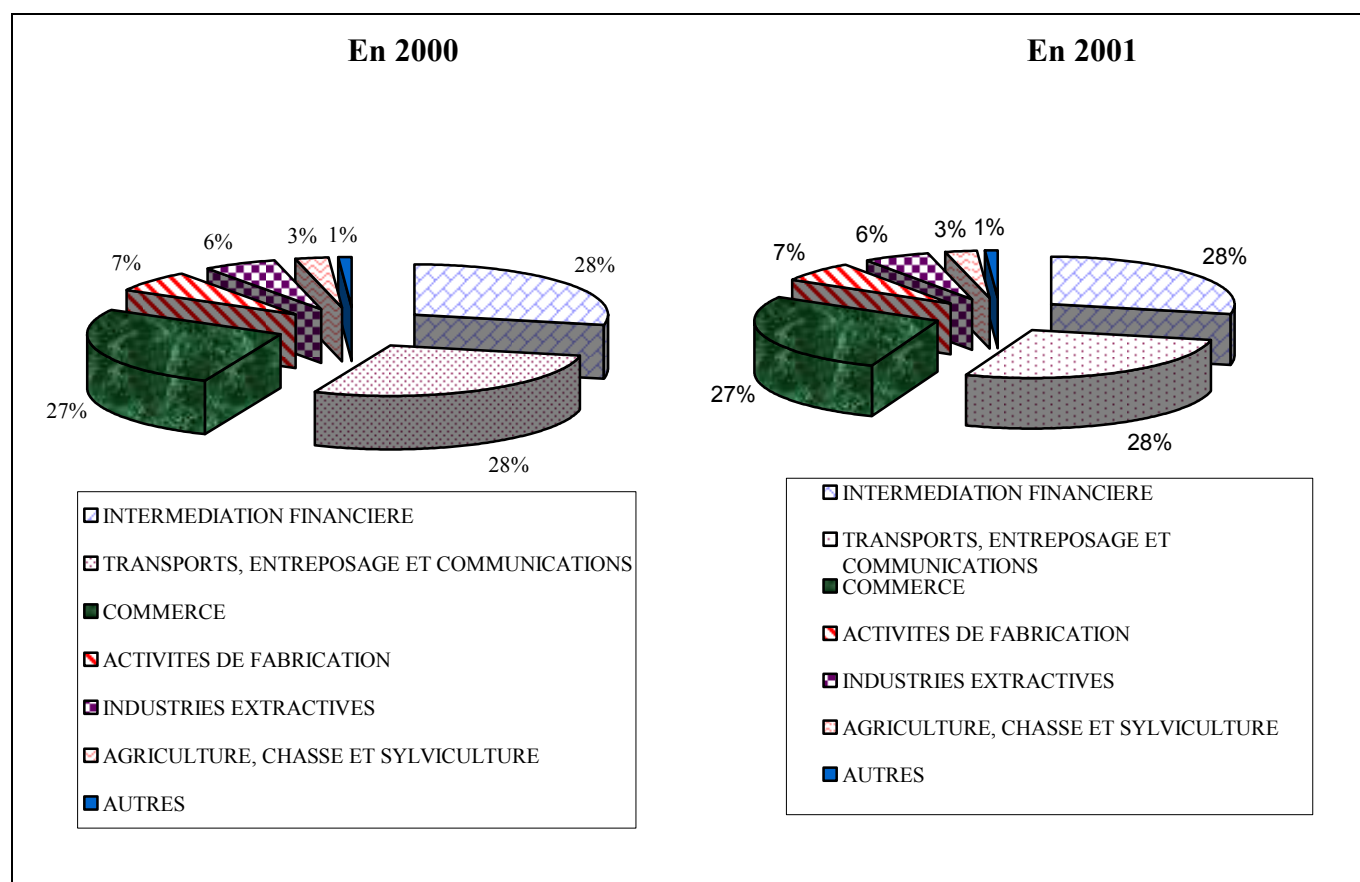
Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.5.1. La France

Les investisseurs Français sont présents dans toutes les branches d'activité - avec un stock de capital de 199 milliards de FMG en 2000 et 203 milliards de FMG en 2001.

La branche « d'intermédiation financière » occupe la première place atteignant les 77 milliards de FMG en 2000 et les 78 milliards de FMG en 2001. Ensuite, la branche « transports et communication », avec 28% de l'ensemble du stock de capital. Le « commerce » arrive en troisième position: 72 milliards de FMG en 2000 et 76 milliards de FMG en 2001.

Graphique n°6 : Répartition par branche des stocks de capitaux de la France en 2000 et 2001



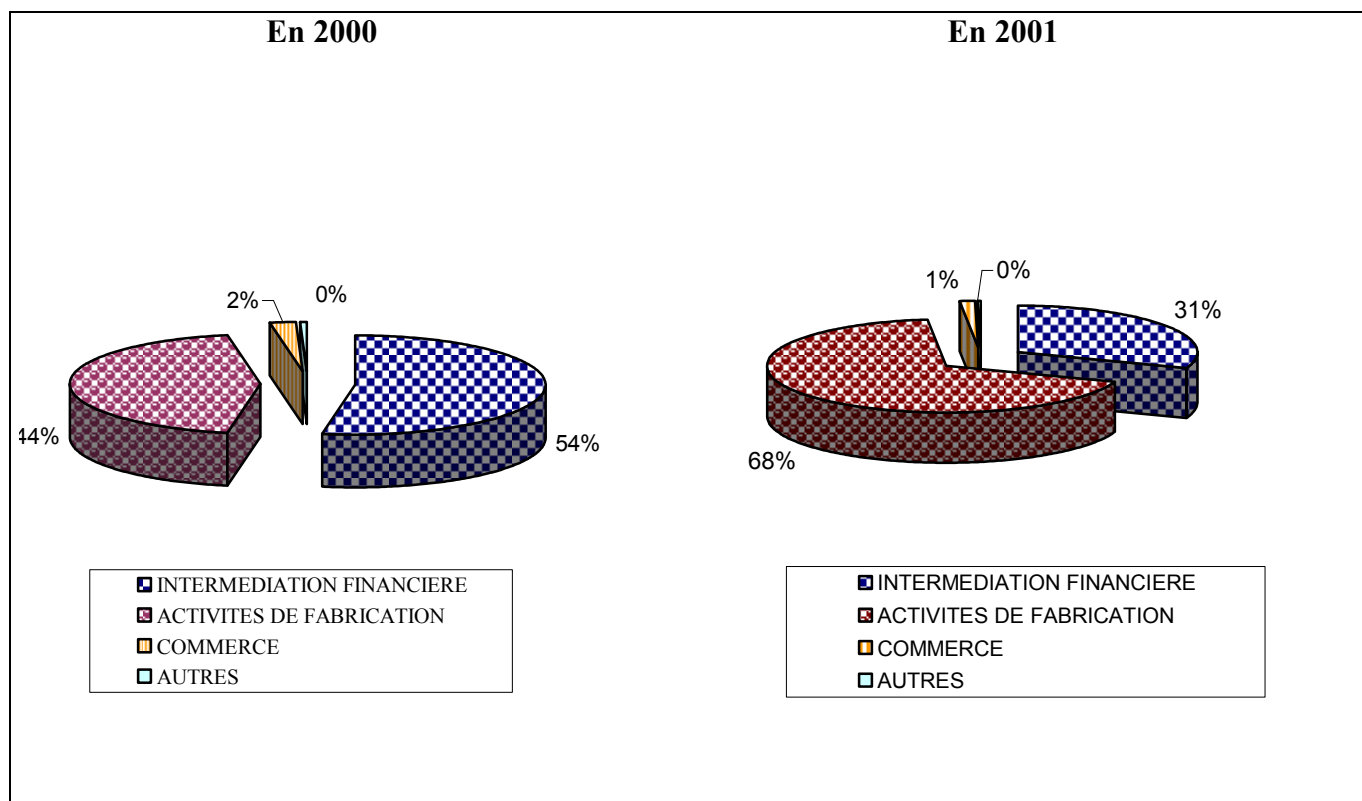
Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.5.2. L'île Maurice

Quant à l'île Maurice, son stock de capital se subdivise sur 6 branches : 1) activités de fabrication, 2) intermédiation financière, 3) commerce, 4) réparation autos et motos, de biens personnels et domestiques 5) transports et communications, 6) construction. Ce stock s'est élevé à 44 milliards de FMG en 2000 et 68 milliards de FMG en 2001.

Même si la branche « intermédiation financière » était la première branche d'intervention des investisseurs mauriciens en 2000, « les fabrications textile et d'habillement » se retrouvent en tête près de 41 milliards de FMG en 2001, soit une croissance de l'ordre de 154,84%. Dans les autres branches, les stocks de capitaux détenus par les mauriciens restent faibles.

Graphique n°7 : Répartition par branche des stocks des IDE de l'île Maurice en 2000 et 2001



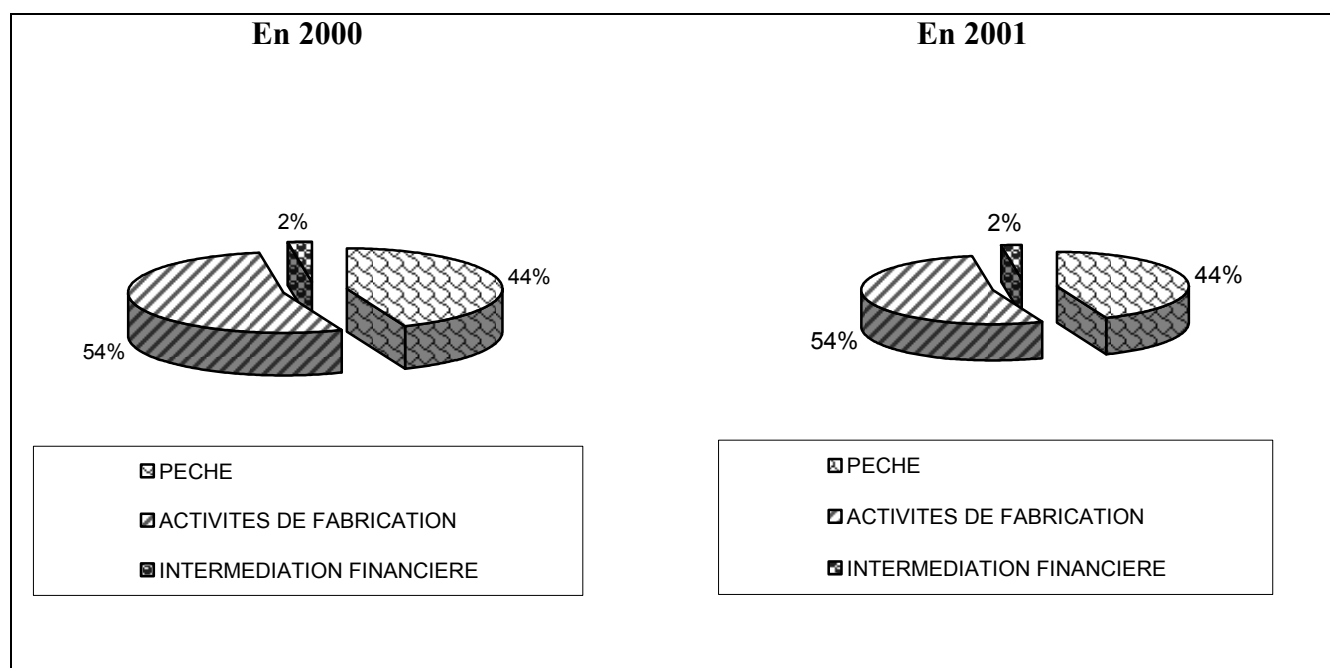
Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.5.3. Le Luxembourg

Les investissements du Luxembourg se retrouvent dans les branches « Pêches », « Fabrication » et « Intermédiation Financière ». La branche « Fabrication » occupe la première place avec 54% du total du stock de capital, il s'agit essentiellement des industries textiles. Arrive en seconde position la branche « Pêche » qui détient une part significative de 44% du total, soit 35 milliards de FMG.

En terme d'évolution, le stock de capital du Luxembourg est resté stable sur les années 2000 et 2001, soit environ 81 milliards de FMG.

Graphique n°8 : Répartition par branche des stocks des IDE du Luxembourg en 2000 et 2001



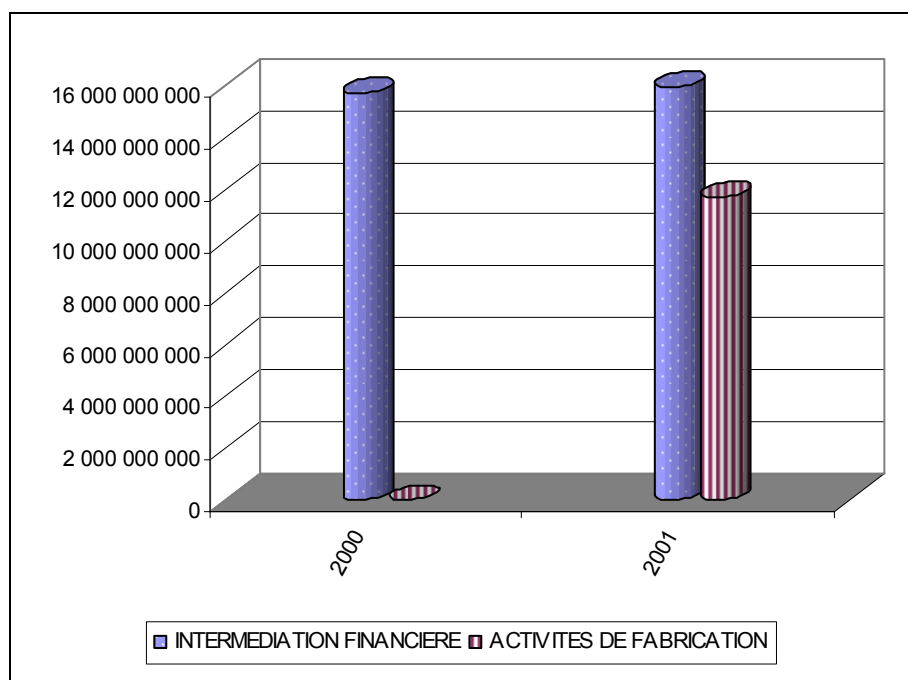
Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.5.4. La Belgique

Avec des montants de 15 milliards de FMG en 2000 et 27 milliards de FMG en 2001, la Belgique se retrouve en quatrième rang parmi les investisseurs étrangers à Madagascar. Son stock de capital se répartit sur les deux branches : l'« Intermédiation Financière » et les « Activités de Fabrication ».

Si jusqu'en 2000, l'intermédiation financière a bénéficié de la plus grande part du stock de capital avec près de 100% du stock de capital des IDE, en 2001 on a remarqué un net accroissement de sa part dans la branche « Activités de Fabrication » qui a atteint 11 milliards, soit environ 42% du total de La Belgique.

Graphique n°9 : Evolution du stock détenu par branche de la Belgique



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

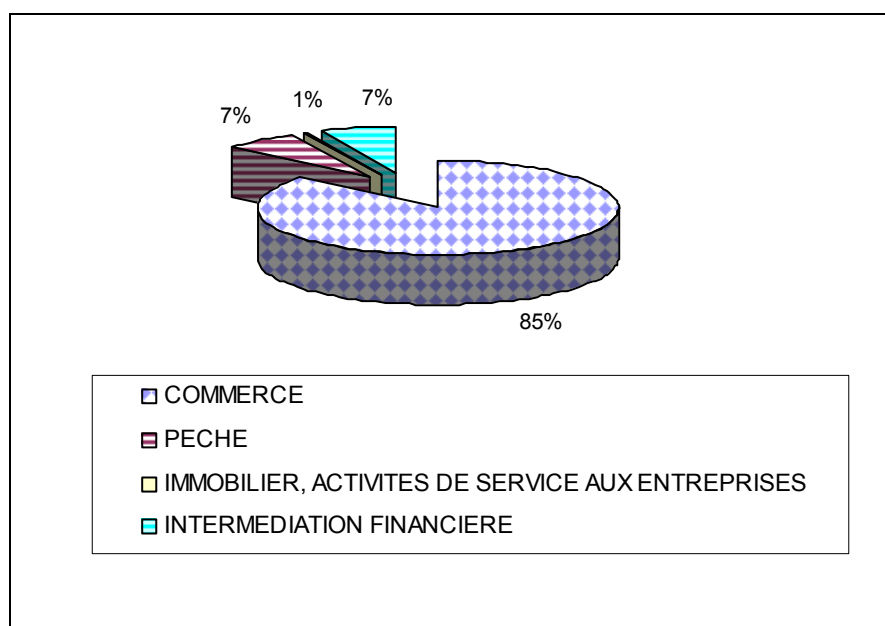
3.2.5.5. L'île de la Réunion

Même si l'île de la Réunion est un département français, son appartenance à la zone Océan Indien mérite qu'on s'intéresse de près à sa participation dans les investissements étrangers à Madagascar. En plus, cette île fait partie, avec Madagascar, de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Ainsi, l'enquête révèle que son stock de capital se répartit sur 4 branches : la « pêche », l'« intermédiation financière », le « commerce », l'« immobilier » et enfin « les services ». Avec plus de 8 milliards de FMG en 2000 et 2001, le commerce occupe la première branche d'intervention de l'île de la Réunion à Madagascar.

Dans l'ensemble, son stock a peu évolué avec 8,3 milliards de FMG en 2000 et 9,1 milliards de FMG en 2001.

Graphique n°10 : Répartition du stock du capital de la Réunion en 2001



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.5.6. Les Etats-Unis d'Amérique

Pour le moment, les investissements directs des Etats-Unis à Madagascar restent modestes. En effet, la prise de participation de ces derniers s'évalue à 11 milliards de FMG en 2000 et 14 milliards de FMG en 2001.

L'intermédiation financière est la première branche d'activité des investisseurs américains à Madagascar, respectivement de 6,3 milliards de FMG en 2000 et 6,9 milliards de FMG en 2001.

La place qu'occupe la branche de fabrication, plus précisément la fabrication d'habillement, n'est pas négligeable surtout avec l'accroissement enregistré en 2001. En effet, la prise de participation dans cette branche est passée jusqu'à atteindre les 50% des stocks de capital des Etats-Unis, soit de 4,9 milliards de FMG en 2000 à 6,9 milliards de FMG en 2001. Ce phénomène pourrait être un corollaire à l'adhésion de Madagascar dans le marché de l'AGOA.

Tableau n°17 : Stocks de capital des investisseurs des Etats-Unis d'Amérique (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Intermédiation financière	6 356 000 000	6 950 000 000
Activités de fabrication	4 971 400 000	6 981 800 000
Total	11 327 400 000	13 931 800 000

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2. Flux des IDE

3.2.1. Situation générale des flux

Le flux des IDE a connu une hausse de 17% entre les années 2000 et 2001. En effet, le niveau des flux est passé de 475 milliards de FMG en 2000 à 558 milliards en 2001. Entre les deux années, la structure des flux des IDE est assez stable

Ces flux d'investissements sont essentiellement constitués par la rubrique « Autres transactions ». En effet, en faisant le cumul sur les deux années, ces dernières regroupent les 59% de flux enregistrés. Les « Autres transactions » portent essentiellement sur des investissements effectués par la maison mère, les apports en compte courant et les emprunts accordés par l'investisseur direct. Ces derniers ont contribué à concurrence de 98% de l'ensemble des flux des « autres transactions » enregistrés durant les années 2000 et 2001. En terme d'évolution, les « autres transactions » ont connu une hausse de 26% entre les années 2001 et 2000. Cette augmentation est due essentiellement à l'accroissement des flux enregistrés pour les investissements effectués par la maison mère, (38%), et les emprunts accordés par les investisseurs directs, (27%).

Tableau n° 18 : Structure du flux des IDE des années 2000 et 2001 (en FMG).

Libellé	2000	2001
Apports du capital	11 545 135 000	49 863 950 000
Bénéfices réinvestis	193 801 041 315	167 682 759 023
Autres transactions	270 352 921 992	341 251 065 400
Total	475 699 098 307	558 797 774 423

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

La deuxième composante, en terme d'importance, est le « bénéfice réinvesti ». Dans l'ensemble, les flux enregistrés pour ce dernier ont été de l'ordre de 35% pour l'ensemble de l'année 2000 et de 2001. Entre l'année 2000 et l'année 2001, contrairement aux autres composantes, les flux des bénéfices réinvestis ont connu une baisse de 13%.

Le poste « apports en capital » a enregistré une forte hausse entre les années 2000 et 2001, avec des flux passant de 11 milliards en 2000 à 49 milliards en 2001. En terme de structure, les apports en capital ne représentent que 6% de l'ensemble sur les deux années.

3.2.2. Situation des flux des IDE par type d'entreprise d'investissement direct

Les entreprises qui reçoivent les capitaux des IDE ont été classées suivant la part détenue par les investisseurs directs dans le capital social. Le tableau n°19 donne la répartition des flux des IDE par an suivant le type d'entreprise d'investissements directs étrangers.

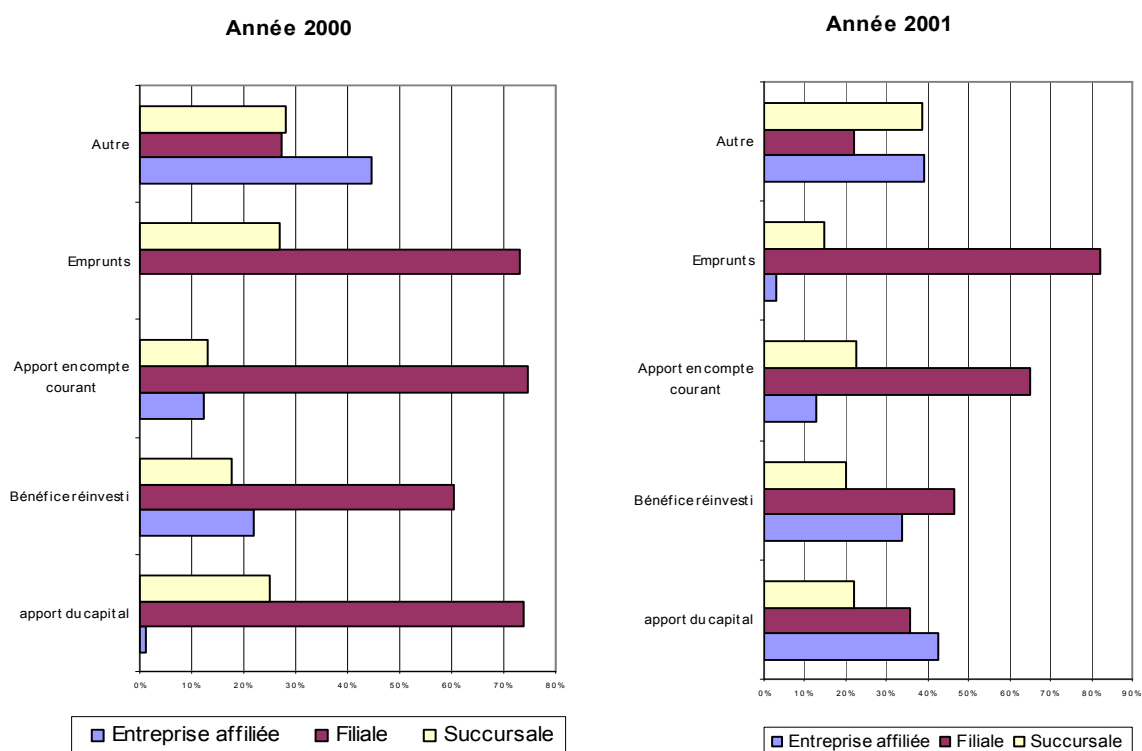
Tableau n°19 : Répartition des flux des IDE par type d'entreprise d'investissements directs. (en FMG)

Type d'entreprise des IDE	2000	2001
Entreprise affiliée	103 562 445 930	155 388 162 578
Filiale	274 727 481 555	262 598 057 783
Succursale	97 409 170 822	140 811 554 061
Total	475 699 098 307	558 797 774 423

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

On remarque l'importance des flux enregistrés au niveau des filiales, soit 52% des flux sur l'ensemble des deux années. En comparant les flux des différentes entreprises d'investissements directs suivant les composantes des IDE, il ressort l'importance des apports en capital, des apports en compte courant, des emprunts et des bénéfices réinvestis pour les filiales sur l'ensemble des deux années et surtout en 2000.

Graphique n°11 : Répartition des composantes des flux par type d'entreprise d'investissement direct.



Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

3.2.3. Situation des flux des IDE par pays d'origine

L'analyse des flux des IDE montre l'importance qu'occupent la France et l'île Maurice. Les flux de ces deux pays représentent 52% de l'ensemble sur les deux années.

Tableau n°20 : Répartition par pays des flux des IDE des années 2000 et 2001(en FMG)

Pays	2000	2001	Ensemble
France	181 167 317 925	156 333 362 010	337 500 679 935
Maurice	83 612 415 429	115 051 182 410	198 663 597 839
Belgique	38 251 352 977	50 878 335 989	89 129 688 966
Luxembourg	20 478 587 400	64 357 938 938	84 836 526 339
Chine	23 669 249 656	34 779 553 947	58 448 803 603
Canada	25 163 020 536	30 369 387 618	55 532 408 154
Réunion	26 072 936 559	26 643 680 726	52 716 617 285
Pays-bas	22 196 381 718	22 686 891 344	44 883 273 062
Etats-Unis	29 468 172 673	11 587 221 340	41 055 394 013
Japon	7 477 067 018	10 655 748 417	18 132 815 435
Hong Kong	2 498 392 543	15 248 031 415	17 746 423 958
Suisse	4 714 319 370	4 373 140 679	9 087 460 048
Grande Bretagne	1 795 499 943	6 253 473 845	8 048 973 788
Autres	9 134 384 560	9 579 825 746	18 714 210 306
Total	475 699 098 307	558 797 774 423	1 034 496 872 730

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

Le tableau montre que la France reste encore le premier pays partenaire de Madagascar. Sur l'ensemble des années 2000 et 2001, l'investissement effectué par les investisseurs directs français est de l'ordre de 33% des flux de la période considérée. Cependant, entre les deux années, on a enregistré une baisse de 14%.

L'île Maurice occupe la seconde place avec un flux des IDE de l'ordre de 19% de l'ensemble. De plus, les flux des IDE de l'île Maurice ont connu une hausse de 38% entre les années 2000 et 2001.

On note également l'importance des flux engendrés par la Belgique, 9% le Luxembourg (8%), la Chine (5%), le Canada (5%), et l'île de La Réunion (5%).

Il ressort donc de l'analyse des flux des IDE suivant le pays d'origine que les économies française et mauricienne sont les plus entreprenantes en terme d'investissements. Une analyse plus approfondie de leurs flux des IDE est donc opportune.

3.2.3.1. Le cas de la France

Le niveau relativement élevé des flux des IDE de la France provient des bénéficiaires réinvestis (49% de l'ensemble sur les deux années), de l'apport en compte courant (26%), et dans une moindre mesure de l'investissement du groupe (16%).

Tableau n°21 : Répartition des flux des IDE de la France selon le type d'investissement et d'entreprise d'investissement direct sur l'ensemble des années 2000 et 2001 (en FMG)

Libellé	Affiliées	Filiales	Succursales	Total
Apport du capital	213 750 000	8 856 345 000	1 032 400 000	10 102 495 000
Apport en compte courant	18 015 274 487	68 962 705 872	1 867 766 761	88 845 747 120
Autre créance			397 780 408	397 780 408
Bénéficiaire réinvesti	54 407 326 062	76 165 946 377	34 144 706 509	164 717 978 948
Emprunts		20 644 272 808	119 750 995	20 764 023 803
Investissement du groupe	12 278 996 100	39 153 554 831	1 159 902 925	52 592 453 856
Total	84 915 346 649	213 782 824 888	38 722 307 598	337 420 479 135

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

Les filiales ont bénéficié de la plus grande part des investissements provenant de la France sur l'ensemble des deux années avec 63% des flux des IDE de la France. De plus, en prenant une à une les composantes des flux des IDE, on remarque que les emprunts accordés par les investisseurs directs français et les apports en capital de ces derniers, enregistrés durant la période 2000- 2001, se retrouvent essentiellement au niveau des filiales : 99% des emprunts, 88% des apports en capital dans les filiales.

Tableau n°22 : Répartition des flux des IDE de la France par branche d'activité (en FMG)

Branche	2000	2001	Ensemble
Commerce	50 115 016 899	44 988 794 868	95 103 811 767
Intermédiation financière	39 061 180 800	21 908 310 000	60 969 490 800
Pêche	29 122 975 102	30 106 901 824	59 229 876 926
Immobilier et service aux entreprises	29 040 493 059	17 594 005 361	46 634 498 420
Transport et télécommunication	15 301 104 500	22 811 125 642	38 112 230 142
Activités de fabrication	17 612 841 579	16 559 449 314	34 172 290 893
Hôtels et restaurants	596 000 000	2 121 000 000	2 717 000 000
Agriculture et sylviculture	217 705 987	118 775 000	336 480 987
Industries extractives	100 000 000	125 000 000	225 000 000
Total	181 167 317 925	156 333 362 010	337 500 679 935

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

Les flux des IDE de la France sont principalement concentrés dans la branche « commerce » avec 28% de l'ensemble sur les deux années, mais aussi dans la branche « intermédiation

financière », « pêche », « immobilier », « transport et télécommunication » et « activité de fabrication ». Ces branches représentent 99% de l'ensemble des flux de la France.

3.2.3.2. Le cas de L'Ile Maurice

Pour la période 2000 et 2001, les flux des IDE de l'Ile Maurice, à l'instar de ceux de la France, sont essentiellement constitués par les bénéfices réinvestis avec 42% de l'ensemble. Arrivent en seconde position les flux en provenance des maisons mères, en nature ou en numéraire, avec 28% de l'ensemble. L'importance des apports en capital est aussi à souligner dans les flux des IDE venant de Maurice, 14% de l'ensemble.

Tableau n°23 : Répartition des flux des IDE de l'Ile Maurice selon le type d'investissement et d'entreprise d'investissement direct sur l'ensemble des années 2000 et 2001 (en FMG)

Libellé	Affiliées	Filiales	Succursales	Total
apport du capital		15 814 270 000	11 395 000 000	27 209 270 000
Apport en compte courant	4 139 891 662	367 420 000	8 571 521 933	13 078 833 595
Bénéfice réinvesti	6 654 901 906	71 722 473 295	4 830 044 203	83 207 419 404
Crédit bail		14 400 000		14 400 000
Emprunts		18 316 002 200	1 613 795 007	19 929 797 207
Investissement du groupe		12 851 225 027	42 372 652 606	55 223 877 633
Total	10 794 793 568	119 085 790 522	68 783 013 749	198 663 597 839

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

Les filiales sont les premières à bénéficier des flux des IDE de l'Ile Maurice avec 60% de l'ensemble. Les flux enregistrés au niveau des succursales occupent également une place non négligeable avec 35% de l'ensemble. Il faut noter que si les investissements reçus par les filiales sont constitués par les bénéfices réinvestis (60% de l'ensemble des flux des filiales), ceux des succursales sont, par contre, formés par des investissements du groupe avec 62% de l'ensemble des flux enregistrés.

Tableau n°24 : Répartition des flux des IDE de l'Ile Maurice par branche d'activité (en FMG).

Branche	2000	2001	Ensemble
Activité de fabrication	35 298 441 474	86 008 728 050	121 307 169 524
Intermédiation financière	46 094 728 900	7 280 400 000	53 375 128 900
Commerce	410 690 742	19 193 394 807	19 604 085 549
Services aux entreprises	1 741 354 314	2 142 709 552	3 884 063 866
Transport et télécommunication	67 200 000	425 950 000	493 150 000
Total	83 612 415 429	115 051 182 410	198 663 597 839

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2003

L'Ile Maurice occupe la seconde place sur l'ensemble de la période 2000 et 2001, avec un flux des IDE de l'ordre de 19%. De plus, les flux des IDE de l'Ile Maurice ont connu une hausse significative de 38% entre les années 2000 et 2001. Les flux des IDE de l'Ile Maurice se sont concentrés essentiellement dans deux branches : la branche « activité de fabrication »

y compris les entreprises franches, 61% sur les deux années, et la branche « intermédiation financière », avec le secteur bancaire, 27% sur les deux années. Quant à l'évolution annuelle, une forte hausse des flux des IDE dans les branches « activités de fabrication » et « commerce » a été constatée en dépit de la baisse des flux des IDE de la branche « intermédiation financière ».

RECOMMANDATIONS

Questionnaire :

- 1)- Une refonte du questionnaire serait nécessaire : le questionnaire semestriel devrait être plus allégé ; et le questionnaire annuel devrait, par contre, comporter plus de détails en intégrant par exemple le bilan de l'entreprise.
- 2)- Cette enquête servira de base pour les enquêtes ultérieures. Et à partir des expériences tirées, il est recommandé de traiter séparément les succursales, les filiales et les entreprises apparentées et d'adopter de nouvelles approches y compris l'élaboration des questionnaires adaptés à leur cas.
- 3)- L'enquête sur le secteur bancaire devrait être uniforme et être harmonisée avec les enquêtes sur les entreprises hors secteur bancaire pour pouvoir appréhender les diverses transactions effectuées.
- 4)- La collecte de bilan pourrait être faite au niveau du service des grandes entreprises (SGS) si la Banque Centrale juge d'alléger le questionnaire. Cette démarche nécessiterait un protocole d'accord entre la Banque Centrale de Madagascar et le Service des Grandes Entreprises.

Panel d'entreprises

- 5)- Les entreprises d'investissement direct étranger identifiées à partir de cette enquête constitueront la base du panel des enquêtes routines ultérieures. Cette base sera complétée par les entreprises nouvellement créées satisfaisant aux conditions citées auparavant (source INSTAT).

Logistique

- 6)- Pour la pérennisation du système, le département devant s'occuper de l'opération (enquête routine sur les IDE) et devrait disposer d'au moins quatre (4) ordinateurs performants (Type Pentium IV) et un ordinateur portable (Type Pentium IV). Ces ordinateurs seront utilisés pour la saisie, le traitement et l'analyse des données. Ces ordinateurs devraient comporter des lecteurs de disquette, de CD-Rom, et même d'un graveur, L'interconnexion entre ces ordinateurs serait aussi indispensable pour la centralisation des données. La connexion à l'Internet (E-mail) est aussi nécessaire pour l'enquête proprement dit et la recherche des

informations complémentaires pour l'analyse. L'ordinateur portable sera utilisé pour l'analyse et stockage de données.

7)-En matière de ressources humaines, ce département doit être assisté par un ingénieur statisticien pour l'organisation de l'enquête et de l'analyse des résultats.

Diffusion des résultats

8)- Pour la pérennisation de l'enquête et éviter la réticence des opérateurs à l'avenir, une large diffusion des résultats d'enquête est impérative.

A titre d'exemple :

- Mettre dans un site Web les résultats d'enquêtes, la création d'une adresse E-mail propre au service améliorera le contact avec ces entreprises et allègera le retour du questionnaire.
- Pour la pérennisation de l'enquête et éviter la réticence des opérateurs, la large diffusion des résultats d'enquête est impérative. A titre d'exemple :
- La distribution des résumés (résultats d'enquêtes 4 pages) pour les opérateurs comme feed-back
- Présenter les résultats d'enquêtes aux opérateurs sous forme de présentation pour le public et la masse média est indispensable dans un lieu accessible à tous.

Requête de L'INSTAT

Etant donné que cette enquête et tous les résultats y afférents sont la propriété de la Banque Centrale, l'INSTAT souhaite faire une analyse approfondie de ces données. Ainsi dans ce cadre, L'INSTAT voudrait passer un accord avec la Banque pour réaliser ce souhait.

BIBLIOGRAPHIE

FMI- Manuel de la balance de paiement, 5ème Edition – Washington 1993.

OECD : Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux – 1995, p.67.

INSEE – Les entreprises internationales en France : une analyse à partir de données individuelles – Avril 1997.

United States Department of Commerce/ Bureau of Economic Analysis, Survey of Current Business- Août 1981

STATISTIQUE CANADA – La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux au Canada - concepts, sources, méthodes et produits ; juillet 2000 ; p.238.

ANNEXE

Tableau A0 : Répartition des entreprises d'Investissement Direct étranger selon la branche en 2000 et 2001

Branches	2000	2001
Agriculture, chasse et sylviculture	6	6
Pêche	5	5
Industries extractives	3	3
Activités de fabrication	76	93
Construction	3	3
Commerce	38	45
Hôtels et restaurants	8	11
Transports, entreposage et communications	9	10
Intermédiation financière	3	3
Immobilier, location et activités de service aux entreprises	17	17
Autres branches activités	4	6
TOTAL	172	202

Tableau A1 : Stocks de capital par pays (en FMG)

PAYS	2000	2001
France	273 399 287 134	277 841 919 664
Luxembourg	81 139 991 600	81 137 991 600
Maurice	36 508 380 400	61 060 950 400
Belgique	15 757 000 000	27 663 050 000
Etats-Unis	11 327 400 000	13 931 800 000
Réunion	8 520 614 729	9 120 614 729
Pays bas	6 885 516 055	6 885 428 360
Sri lanka	3 750 000 000	3 750 000 000
Hong Kong	3 524 800 000	3 924 000 000
Japon	3 159 025 100	3 159 025 100
Autres pays	14 152 950 363	18 221 843 458
Total	458 124 965 381	506 696 623 310

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A2 Stocks de capital par branche (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Intermédiation financière	125 667 175 000	127 213 675 000
Activités de fabrication	104 695 887 403	148 127 384 395
Commerce	82 094 657 434	85 727 446 100
Transports et communications	77 618 506 400	77 623 256 400
Pêche	41 157 025 100	41 155 025 100
Industries extractives	16 670 029 968	16 655 569 192
Agriculture, chasse et sylviculture	7 806 305 940	7 806 305 940
Hôtels et restaurants	1 220 530 000	1 220 530 000
Immobilier, activités de service aux entreprises	951 458 137	924 041 184
Autres activités de services	203 470 000	203 470 000
Construction	39 920 000	39 920 000
Total	458 124 965 381	506 696 623 310

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A3 Stocks de capital par type d'entreprise d'investissement direct (en FMG)

Type	2000	2001
Entreprise affiliée	153 619 484 901	189 636 039 810
Filiale	272 444 433 954	271 572 582 420
Succursale	32 061 046 526	45 488 001 080
Total	458 124 965 381	506 696 623 310

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A4 Stocks de capital par forme juridique (en FMG)

Forme juridique	2000	2001
SA	418 003 510 585	439 818 009 051
SARL	39 644 508 271	66 428 639 596
Autres	476 946 526	449 974 664
Total	458 124 965 381	506 696 623 310

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A5 Stocks de capital par régime fiscal (en FMG)

Régime Fiscal	2000	2001
DC	364 946 533 532	387 845 652 237
ZF	86 880 701 081	112 567 701 081
Code des investissements	5 750 920 000	5 750 920 000
Régime spécial	546 810 768	532 349 992
Total	458 124 965 381	506 696 623 310

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A6 : Répartition selon la branche du stock de capital des entreprises du DC (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Intermédiation financière	125 667 175 000	127 213 675 000
Commerce	81 977 532 034	85 610 020 700
Transports, et communications	77 618 506 400	77 623 256 400
Activités de fabrication	53 668 811 722	71 411 608 714
Industries extractives	16 123 219 200	16 123 219 200
Pêche	5 473 025 100	5 473 025 100
Agriculture, chasse et sylviculture	2 055 385 940	2 055 385 940
Hôtels et restaurants	1 220 530 000	1 220 530 000
Immobilier et activités de service aux entreprises	898 958 137	871 541 184
Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels	203 470 000	203 470 000
Construction	39 920 000	39 920 000
Total	364 946 533 532	387 845 652 237

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A7 : Répartition selon la branche du stock de capital des entreprises de la ZF (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Pêche	35 684 000 000	35 682 000 000
Activités de fabrication	51 027 075 681	76 715 775 681
Commerce	117 125 400	117 425 400
Immobilier et activités de service aux entreprises	52 500 000	52 500 000
Total	86 880 701 081	112 567 701 081

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A8 : Répartition par branche du stock de capital de la France (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Intermédiation financière	77 640 800 000	78 395 000 000
Transports, et communications	76 864 671 600	76 864 671 600
Commerce	72 845 276 805	76 354 889 055
Activités de fabrication	19 039 828 753	19 245 755 745
Industries extractives	16 123 219 200	16 123 219 200
Agriculture, chasse et sylviculture	7 778 499 000	7 778 499 000
Pêche	1 710 000 000	1 710 000 000
Immobilier, activités de service aux entreprises	817 521 776	790 415 064
Hôtels et restaurants	521 000 000	521 000 000
Autres activités de services collectifs, sociaux et personnels	48 470 000	48 470 000
Construction	10 000 000	10 000 000
Total	273 399 287 134	277 841 919 664

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A9: Répartition par branche du stock de capital de l'Ile Maurice (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Intermédiation financière	19 302 525 000	18 702 525 000
Activités de fabrication	16 240 790 000	41 388 610 000
Commerce	809 145 400	809 145 400
Transports, entreposage et communications	78 010 000	82 760 000
Immobilier et activités de service aux entreprises	57 990 000	57 990 000
Construction	19 920 000	19 920 000
Total	36 508 380 400	61 060 950 400

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A10 : Répartition par branche du stock de capital de la Belgique (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Intermédiation financière	15 756 500 000	15 954 800 000
Activités de fabrication	500 000	11 708 250 000
Total	15 757 000 000	27 663 050 000

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A11 : Répartition par branche du stock de capital du Luxembourg (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Pêche	35 684 000 000	35 682 000 000
Activités de fabrication	43 445 991 600	43 445 991 600
Intermédiation financière	2 010 000 000	2 010 000 000
Total	81 139 991 600	81 137 991 600

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A12 : Répartition par branche du stock de capital de l'Ile de La Réunion (en FMG)

BRANCHE	2000	2001
Commerce	7 853 685 229	7 853 685 229
Pêche	600 000 000	600 000 000
Immobilier et activités de service aux entreprises	66 929 500	66 929 500
Intermédiation financière		600 000 000
Total	8 520 614 729	9 120 614 729

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A13 : Répartition par division des flux des IDE (en FMG)

Division	2000	2001
Fabrication d'articles d'habillement	117 541 462 484	129 408 298 869
Banques	91 880 794 820	32 118 179 200
Activités immobilières	47 833 260 918	36 172 614 865
Pêche, pisciculture, aquaculture et activités annexes	40 428 442 120	90 502 861 656
Fabrication de textiles	38 922 948 273	60 064 720 601
Commerce de véhicules automobiles; commerce de carburants automobiles	35 466 182 822	29 326 768 740
Autres activités extractives	25 256 560 492	30 482 305 336
Activités de transports connexes et auxiliaires; agences de voyage	14 683 476 722	14 333 005 738
Vente en gros ou sur commission, sauf véhicules motorisés et motocyclettes	13 812 375 455	15 641 061 219
Vente au détail, sauf véhic. motoris. et motocycl.	12 122 054 602	33 817 036 507
Fabrications de produits alimentaires et de Boissons	8 355 768 146	21 776 384 989
Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	7 315 932 463	3 845 939 293
Ordinateurs et activités connexes	2 980 515 386	3 608 957 937
Activités récréatives, culturelles et sportives	2 657 738 866	4 241 612 480
Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	2 227 630 239	3 394 953 374
Industrie des Cuirs et Chaussures	2 214 882 633	882 210 754
Hôtels et restaurants	2 178 500 000	3 916 570 000
Agriculture, chasse et activités annexes	1 992 435 930	1 895 809 064
Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	1 985 411 896	188 251 946
Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	1 790 442 023	2 177 603 884
Fabrication d'instruments médicaux, de précision et d'optique et d'horlogerie	1 354 153 425	1 668 775 305
Construction	1 240 266 849	498 286 586
Postes et Télécommunications	617 627 778	8 832 119 904
Produits chimiques - Corps Gras	410 620 073	299 544 032
Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	214 514 494	23 070 421 814
Fabrication d'autres matériels de transport	76 812 582	96 744 736
Transports terrestres; transports par pipelines	67 200 000	71 950 000
Autres Activités de services	51 001 345	21 781 236
Fabrication de produits minéraux non métalliques	12 085 470	7 620 161
Assurances et caisses de retraite excepté sécurité sociale obligatoire	8 000 000	8 000 000
Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton		6 368 284 200
Construction de véhicules automobiles, de remorques et semi-remorques		59 100 000
Total	475 699 098 307	558 797 774 423

Source : Enquête IDE/IPF

Tableau A14 : Répartition par pays d'origine des flux des IDE (en FMG)

	2000	2001
Europe	271 489 915 278	307 546 471 181
France	181 167 317 925	156 333 362 010
Belgique	38 251 352 977	50 878 335 989
Pays-bas	22 196 381 718	22 686 891 344
Luxembourg	20 478 587 400	64 357 938 938
Suisse	4 714 319 370	4 373 140 679
Grande Bretagne	1 795 499 943	6 253 473 845
Irlande	1 268 126 477	479 883 747
Autres pays d'Europe	1 618 329 468	2 183 444 629
Afrique	112 027 620 183	142 928 130 957
Maurice	83 612 415 429	115 051 182 410
Réunion	26 072 936 559	26 643 680 726
Autres pays d'Afrique	2 342 268 194	1 233 267 822
Asie	36 302 448 083	64 924 946 259
Chine	23 669 249 656	34 779 553 947
Japon	7 477 067 018	10 655 748 417
Malaisie	2 657 738 866	4 241 612 480
Hong Kong	2 498 392 543	15 248 031 415
Amerique	54 632 849 296	41 959 117 833
Etats-Unis	29 468 172 673	11 587 221 340
Canada	25 164 676 623	30 371 896 494
Non déclaré	1 246 265 468	1 439 108 193
TOTAL	475 699 098 307	558 797 774 423

Source : Enquête IDE/IPF

LISTE DES ENTREPRISES AYANT RECU DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Entreprise à Investissement de Portefeuille (Part détenue par un non résident <10%)

NOM	Adresse	Code Commune	Email	Forme juridique	Régime fiscal
HOTEL DE NOSYBE	LOT IC 12 RUE D'ANGLETERRE	10121		SARL	RC
ETABLISSEMENT GALLOIS	15 RUE BENYOWSKY ISORAKA	10121	gallois-siege@dts.mg	SA	RC
SOCIETE MALGACHE DE DEVELOPPEMENT AUTOMOBILE	17 RUE RABEFIRAISANA ANALAKELY	10121	somada@simicro.mg	SARL	RC
SIMED ANTANANARIVO	LOT IVO 110 GA AMBODIVONA	10123		SA	RC
STE MALGACHE DE MAINTENANCE	IMMEUBLE SANTA ANTANINARENINA			SARL	RC
PETROLIERE	LOT III 3e étage	10123			
BRODERIE ARTISANALE	PK 18 ROUTE DE MAJUNGA	10303		SARL	ZF
SANI FRANCE CONFORT	LOT 30 I Imerinafovoany	10305	sfc@dts.mg	SARL	RC
S/TE D'APPRET DE TEINTURE ET D'IMPRESSION	PK 8 ROUTE D'ANTSIRABE	11715	samaf@wanadoo.mg	SA	RC
MADAGASCAR CLOVES	ZI VERRERIE TOAMASINA	30101	madaclaves@wanadoo.mg	SARL	RC
SOCIETE INTERNATIONALE DES TABACS MALGACHES	Manjarisoa	40101	sitam@dts.mg	SA	RC
SOCIETE MALGACHE DE L'AQUACULTURE	quai barriquand	40101	somaqua@dts.mg	SA	ZF

Entreprises affiliées (Part détenue par un non résident entre 10% et 50%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
TELMA SA	ALAROBIA	101		SA	RC
BHL MADAGASCAR	Lot II K 6 Rue Rasamoely Faravohitra	101	bhlmadagascar@dts.mg	SARL	RC
CONSTRUCTION AUTOMOBILE DE MADAGASCAR	2 RUE RATIANARIVO ANTSAHAVOLA	101	cautom@dts.mg	SARL	ZF
ENERGY	VU 274 B MANAKAMBAHINY	101	energy@dts.mg	SARL	ZF
STE A MELLIS HOTEL	3, RUE INDIRA GANDHI TSARALALANA	101	htmellis@dts.mg	SARL	RC
FONCIERE DE NOSY BE	IC 12 RUE D'ANGLETERRE	101		SARL	RC
ARM	LOT II I 22 DA BIS	101		SARL	RC
ATELIERS DU CAPRICORNE	Lot II Y 24 Bis Ampasanimalo	101	capri@dts.mg	SARL	ZF
MAD COMPUTER	LOT II Y 53 F K ANDRAINARIVO	101	solution.com@dts.mg	SARL	ZF
MAD COMPUTER	IVE 24 Bis BEHORIRIKA	101	elp@dts.mg	SARL	RC
MAKI.MG SARL	LOT B 141 J AMBOAVAHY AMBOHIMANARINA	101	maki.mg@maki.fr	SARL	ZF

Entreprises affiliées (Part détenue par un non résident entre 10% et 50%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
STE D'EXPLOITATION PAIN DE M/CAR	IVL 39 C ANOSIVAVAKA	101		SA	RC
SODIREX	LOTISSEMENT ZITAL ANKORONDRANO	101		SA	RC
SAMOURAI	Galerie ZOOM Zital	101	samourai@dts.mg	SARL	RC
DIMEX	LOT II K 45 BIS ,RUE PASTEUR	101	dimex@wanadoo.mg	SARL	RC
LE PANORAMIQUE	35 AVENUE DE L'INDEPENDANCE 101 2, RUE A.	101	grpgetim@dts.mg	SARL	RC
MADA NAUTIQUE	RATIANARIVO	101		SARL	RC
LE CHALET DES ROSES	13 Rue RABARY Isoraka	101		SARL	RC
MANITRA SARL	VF 81 BIS ANKORAHOTRA	101		SARL	RC
SIAM	12 RUE RANARIVELO	101	siam@dts.mg	SARL	RC
LOOK EXPORT SA	LOT III K 3 C ANKADITOH	101		SA	ZF
SOCIETE FANEX SARL	LOT 10 P MANDROSOA AMBATOBE	102		SARL	ZF
SOCIETE IMINVEST	LOT C 49 TER A BIS	102		SARL	RC
SOCIETE MALGACHE DE COUVERTURES	PK 8 ROUTE D'AMBOHIMANGA	102	somacou@dts.mg	SARL	RC
MINMAX MADAGASCAR	LOT AK 42 ANKADIKELY TELOZORO	102		SARL	ZF
OTM	ROUTE VERS POLYCLINIQUE D'ILAFY	102		SARL	ZF
TANACREX	18-D IMERINAFOVOANY	103	tanacrex@dts.mg	SARL	ZF
JBA PRODUCTION SA	LOT VF 29	103	fanja.commercial@jba.mg	SA	ZF
ARAWAK SA	LOT VF FITRAOFANA	103	arawak@iris.mg	SA	ZF
LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE MALGACHE		103		SA	RC
SOCIETE VISION MALAGASY TEXTILE	Lot I A Miadampahonina	103	wengch@dts.mg	SARL	ZF
COLOMBIA CLOTHING COMPANY	PK 169 Route d'Ambositra	108	saga@ccc.mg	SA	ZF
IRINA MADAGASCAR	LOT ITV 28 BIS ANDREFANTSENA	117		SARL	ZF
M/CAR CONFECTION TEXTILE	LOT ITV 27 TER ANDREFANTSENA	117	macotex@dts.mg	SARL	ZF
S/TE DE PROMOTION ET DE LOCATION	ANKADILALAMPOTSY	117	slita@dts.mg	SA	RC
S/TE MALGACHE DE COSMETIQUE ET DE PARFUMERIE	ZI FORELLO	117	somalco@sicob.mg	SA	RC
AU FRERES SARL	ANTARANDOLO	201		SARL	RC
STE MALGACHE DE PECHERIE	QUAI BARRIQUAND	401	somapeche.mjn@wanadoo.mg	SA	RC
STE DE CULTURE DE TABACS A M/CAR	15, RUE GEORGES V MAHAJANGA	401	soctam@dts.mg	SA	RC
HASYMA (HASY MALAGASY)	BP 304 ROUTE D'AMBOROVY MAHAJANGA	401		SA	CI
SOCIETE MAJUNGAISE DE COMMERCE	14 Rue Maréchal Joffre	401	somaco@dts.mg	SA	RC

Entreprises affiliées (Part détenue par un non résident entre 10% et 50%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
SARELACOS & COMPAGNIE	RUE GEORGES RANAIVOSON	401		SARL	RC
CHIMAD	ROUTE AEROPORT AMBOROVY	401		SARL	RC
SOCIETE MAJUNGAISE D'EXPORTATION	16 AVENUE DE MAHABIBO	401	somajex@dts.mg	SARL	ZF
AQUACULTURE DE LA MAHAJANBA	4 RUE GALLIENIE	401	qlm.secretariat@unima.mg	SA	ZF
COMPAGNIE DE REPARATION DE TOLIARA	ENCEINTE SO.PA.GRI	501	coreto@blueline.mg	SARL	RC
NAMANA SARL	RN 7 ANKILIMAROVAHATSE	501		SARL	RC
COMATO	Avenue de France	501	comato@dts.mg	SARL	RC
ITALMA	LE BATTERIE	718		SARL	RC
SDST (ESPADON)	AMBATOLOAKA	718	mecabe@simicro.mg	SARL	RC
HASSANALY ET FILS	RUE GALLIENI	718	amh@simicro.mg	SA	RC
MADIRD HOTEL	MADIROKELY	718	madiro@simicro.mg	SARL	RC
VANILA HOTEL	REMOKA DZAMANZAR	718	vanilahotel@simicro.mg	SARL	RC
YLANG YLANG	AMBATOLOAKA	718		SARL	RC

Filiales (Part détenue par un non résident supérieur à 50%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
COURTS MADAGASCAR SARL	ZONE ZITAL ANKORONDRANO	101	courts@courts.co.mg	SARL	RC
SOCIETE MALGACHE ELECTRONIQUE	17 Rue Rabefiraisana Analakely LOT VC 99	101	sme@dts.mg	SA	RC
RANO SA	AMBODIHADY ZONE FILATEX	101	rano@simicro.mg	SA	RC
PLG CONFECTION SA	ANKADIMBAHOAKA	101	manou@plgconfection.com	SA	ZF
ROUGE-OTTINO	35 RUE RATSIMILAHO	101		SA	RC
MADAGASCAR TEXTILE CONSERVATION	17 RUE RAMELINA LOT I V R 99	101	triangle@wanadoo.mg	SARL	ZF
MIKENI MADAGASCAR TRIANGLE	ANTANIMENA 17 RUE RAMELINA	101	nikeni@iris.mg	SARL	ZF
	54, RUE GLE RAMANANTSOA	101	triangle@wanadoo.mg	SARL	ZF
BIOAROMA	ISORAKA 10, AVENUE DE	101	bioaroma@simicro.mg	SARL	RC
TRANSCONTINENTS	L'INDEPENDANCE	101	transco@dts.mg	SARL	RC
STE MALGACHE D'ASSURANCES	13 RUE PATRICE LUMUMBA	101	ascoma@simicro.mg	SARL	RC
KARINA HOTEL SARL	CITE ARTISANALE ANDRAVOAHANGY 12 AVENUE DE	101	karina@dts.mg	SARL	ZF
	L'INDEPENDNCE			SA	RC
PMM	ANALAKELY 15 BIS RUE PATRICE	101	pmky@simicro.mg	SARL	RC
BLANCHE BIRGER	LUMUMBA 447 BD	101	blanbir@dts.mg	SARL	RC
CIMELTA MADAGASCAR	RATSIMANDRAVA	101	cimelta@dts.mg	SA	RC

Filiales (Part détenue par un non résident supérieur à 50%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
TSARABEN	LOT III F 12 MAHAMASINA SUD	101	tsaraben@dts.mg	SARL	RC
ALLAIN - EX STE VATSY	15 RUE PATRICE LUMUMBA	101		SARL	RC
CODISMAG	ZONE ZITAL Ankorondrano	101	inet@simicro.mg	SA	RC
QMM SA	lot II j 169 Ivandry	101	qmmtnr@qmm-sa.mg	SA	SP
MADAGASCAR DYEING MILLS	Enceinte materauto ankorondrano	101	madadye@dts.mg	SARL	ZF
KARINA SARL	CITE ARTISANALE ANDRAVOAHANGY	101	karina@dts.mg	SARL	ZF
SOMAPHAR	RUE PASTEUR 55 Route de Majunga	101	somaphar@dts.mg	SA	RC
FANDROSOANA SOCIETE IMMO D'AMBODIVONA	Antanimena ZONE TANA WATER FRONT	101	spim@simicro.mg	SARL	RC
CLASSIC KNITWEAR S.A	LOT IVM 66A ANDRAHARO	101	ck@dts.mg	SA	ZF
LANDIS MADAGASCAR	IBF RUE ELYSEE RAVELONTSALAMA MODULE 36/37	101	landismg@dts.mg	SA	RC
FOCUS SARL	GALAXY ANDRAHARO	101	focus@wanadoo.mg	SARL	RC
STE F BONNET ET SES FILS	42 avenue Andrianampoinimerina	101	bonnetfils@simicro.mg	SARL	RC
SICOR	ANKADIMBAHOAKA ZI OCEAN TRADE	101	sicor@dts.mg	SA	RC
FERNEY FINE KNITS	ANDRAHARO IVL 21 TER	101	ffk@dts.mg	SA	ZF
STE NIROC	AMBODIVONKELY	101		SARL	RC
STE D'OXYGENE ET D'ACETYLENE	ANOSIVAVAKA LOT IVL 7 TER 9 TER	101	soam@dts.mg	SA	RC
MAD'ATTITUDE	ROUTE DE PAPE ALAROBIA	101	madattit@wanadoo.mg	SARL	ZF
MEENGAI SARL	DOCTEUR RASSETA ANDRAHARO	101	meengai@dts.mg	SARL	ZF
MUREL	OCEAN TRADE ANDRAHARO			SARL	ZF
EQUIPBAIL MADAGASCAR	AMBOHIMANARINA 3 AVENUE DE L'INDEPENDANCE	101	eq.bail@dts.mg	SA	RC
TOTAL M/CAR	BAT A2 VILLAGE DES JEUX	101	totalavi@dts.mg	SA	RC
TOTAL MARKETING M/CAR	BAT A1 VILLAGE DES JEUX	101	tmm@total.com.mg	SA	RC
SOCIETE IMMOBILIERE DE LA ROUTE DES HYDROCARBURES	17 RUE RABEFIRAISSANA ANALAKELY	101		SA	RC
SICAM	17 RUE RABEFIRAISSANA ANALAKELY	101	sicam@dts.mg	SA	RC
SOCIMEX	17 RUE RABEFIRAISSANA ANALAKELY	101	socimex@dts.mg	SA	RC
IRELAND FRASER M/CAR	BAT B3 VILLAGE DES JEUX	101		SARL	RC
SEPCM	Boulevard Ratsimandrava	101	sepcm@simicro.mg	SA	RC
COMPAGNIE MALGACHE DE MANUTENTION	RESIDENT DU ROVA	101	cmdmtnn@wanadoo.mg	SA	RC

Filiales (Part détenue par un non résident supérieur à 50%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
WORLD SPEED MADAGASCAR SARL	LOT II F 20 ANTANINANDRO	101	wspecdmd@dts.mg	SARL	RC
MIKEMI MADAGASCAR	LOT IVR 99 ANTANIMENA	101	mikemi@iris.mg	SARL	ZF
STE MEGA GEM SARL HIPERDIST MADAGASCAR	10 RUE RAHARINOSY ANDOHALO 448, AV RATSIMANDRAVA	101	tash@blueline.mg hiperdist@malagasy.com	SARL	RC
TROPITEX ST FELIX KNITTERS MADAGASCAR	LOT PR II L 111 BIS ANKORONDRANO EX-BATIMENT SEVIMA SOANIERANA	101	stfelix@blueline.mg	SARL	ZF
TAKE 5 SARL	LOT III H 107 MAMAMBA AVARATANANA	101	maoli@dts.mg	SARL	ZF
JOVENNA	ZONE GALAXY ANDRAHARO	101		SA	RC
TRANSFORMATION INDUSTRIELLE DU BOIS STE D'EXPORTATION PDTS MANUFACTURIERS	imm Grand Ciel 2ème étage, ROUTES DES HYDROCARBURES PRES LOT II 433 ANKADINDRAMAMY	101	tib.tana@dts.mg	SARL	ZF
FESTIVAL SOCIETE MIRINDRA EXPORT	169 BIS AMBOHIPANJA ANKADIKELY LOT 116 B ANTANETIBE IVATO	102	festival@iris.mg mirindra.export@dts.mg	SA	ZF
ARIVO SARL PILA ATELIER D EXPORTATION SOCIETE MADASIA PLASTICS	IVATO ANTEHIROKA LOT 119 A ANTANETIBE	103	pilatex@wanadoo.mg	SARL	ZF
LE BERYL VERT DE MADAGASCAR SOCIETE DES GEMMES DE MADAGASCAR STE GLORY MADAGASCAR GARMENT STE BONNETRIE MALAGASY SAUPER AVIATION M/SCAR	141C Amborompotsy Lot 70 Bis Mandriambero 20 Route de la Piscine IA 88 BIS MIADAMPAONINA	103	madminer@dts.mg	SA	RC
STE HELIODORE SARL COMPAGNIE GENERALE DES MINES DE MADAGASCAR STE MT DISTRIBUTION	RASOHERINA IVATO RESIDENSE RASOHERINA LOT 22 B ANTANETIBE ANTALAMOHIRA AMBOHIJANAHARY	103	heliodore@simicro.mg cgmm@simicro.mg mtd@wanadoo.mg	SARL	RC
SUD CONFECTION HONG YUAM MACHINERY ELECTRON IMP AND EXP COMPANY SAUPER AVIATION SERVICES LA COTONNIERE D'ANTSIRABE	Lot 006A Ambohibao RESIDENCE RASOHERINA IVATO LOT 006 A IMMEUBLE MULTISTORE ROUTE D'AMBOSITRA	103	sauper@dts.mg sud.confection@simicro.mg pleasas@wanadoo.mg sag@mail.cotona.com	SARL	RC

Filiales (Part détenue par un non résident supérieur à 50%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
S/TE AYE-AYE MADAGASCAR	ANKADILALAPOTSY PK 8 RTE	117	aye-aye@dts.mg	SA	ZF
ANTANA PRODUCTION SA	PRES LYCEE MANDRIMENA LOT MB 67 BIS	117	antana.production@wanadoo.mg	SA	ZF
S/TE MADA STONE SA 3MMINES TANY HAFA	MAHABO	117		SARL	RC
STE MALGACHE D'EMBALLAGE METALLIQUE	MANIVALA	216		SA	RC
OLAM MADAGASCAR SOCIETE MALGACHE DES LAQUES VALENTINE	Manangareza 15, rue de commerce Pk 3,5 route d'Antananarivo	301 301 301	smem@dts.mg s.laval@dts.mg	SARL SA	RC RC
STE DE PRODUCTION AGRICOLE	AMBALANOMBY	401	sopagri.mga@wanadoo.mg	SARL	RC
EXOFRUIMAD	6,RUE DE L'ARTILLERIE AMPASIKA	401	coah@dts.mg	SA	RC
PECHEXPORT COMPAGNIE DE MANUTENTION DE MADAGASCAR	MAHAJANGA 13 Rue Jules Ferry Majunga Be	401	pechexport@dts.mg dircomama@.mg	SA SARL	RC RC
BBA MAHAJANGA POLO GARMENTS MAJUNGA	RUE AMIRAL PIERRE SITE SOCOTA POLO RTE D'ANTANANARIVO	401	bba@wanadoo.mg pgmdir@mdg.pologroup.com	SARL	RC ZF
PARFUMME FABER FANAKA CALAZATURE SYTI	Lot 59 B 1 Antanimasaja Lot 59 B 1 Antanimasaja Lot 59 B 1 Antanimasaja	401 401 401		SARL SARL SARL	RC RC RC
NOUVELLE SCIERIE DE MAHAJANGA SOCIETE DE PRODUCTION AGRICOLE	42 RUE RANAIVOSON ARANTA Zone Portuaire MAHAVATSE II	401 501	noscim@wanadoo.mg sopagri.tul@wanadoo.mg	SA SARL	RC RC
SOPRAL CPOMPAGNIE SALINIERE	pk 4 route de Fenerive RUE BERIOWSKY	502 715		SARL SA	ZF RC
ISLAND TRADE COMPUTEUR SERVICE STE AGRICOLE DE BEVOAY	Rue Gallieni Helville La Place du Marche Rue Reine Tsiomeko	718 718 718	consalmag@wanadoo.mg ordinateur.serv@dts.mg	SARL SARL	RC RC

Succursale (Part détenue par un non résident 100%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
S/TE ARTICA	LOT 044 F ANKADILALANA	103	artica@simicro.mg	SARL	RC
MADAGASCAR GARMENTS BEST	K 4 .089 AMBODIRANO IVATO	103	magdabes@bow.dts.mg	SARL	ZF
BASE SARL	12 ILAIVOLA IVATO	103	basesarl@dts.mg	SARL	ZF
STE DEMAD	DOMAINE SEBAT TYRESDES			SA	ZF
dynachimie sa	MANDROSOA IVATO pk 12 route de majunga	103	dynachimie@blueline.mg	SA	ZF
STE GLORY M/CAR GARMENT	IA 88 BIS MIADAMPAHONINA	103	guangming@wanakoo.mg	SARL	ZF
L AVNIR	LOT IVF 24 FITROAFANA ivato	103	avenir@dts.mg	SARL	ZF
PROSIMEX	K4 098BIS IVATO AEROPORT	103	prosimada@dts.mg	SARL	ZF
LABOCAST OCEAN INDIEN	LOT 484 BIS NE TANAMBAO IVATO	103	labocast@dts.mg	SARL	ZF
EMA M/CAR	MALAZA ANDOHARANOFOTSY	117	ema@wanadoo.mg	SARL	ZF
6F COSHEMERE KNITTING CO	ZI FORELLO TANJOMBATO	117		SARL	ZF
SKY EASY MADAGASCAR	LOTISSEMENT, 16 ZONE FORELLO TANJOMBATO	117	sky.easy@dts.mg	SARL	ZF
AQUARELLE M/CAR SA	ZONE FORELLO	117		SA	ZF
MAVITEX	ZI FORELLO TANJOMBATO	117	mavitex@dts.mg	SA	ZF
UNIVERSAL GARMENTS(M/CAR)	IMMONASG LOTISSEMENT LONE	117	unigm@dts.mg	SARL	ZF

Succursale (Part détenue par un non résident 100%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
ALPHA SALES M/CAR	ZI FILATEX ANKADIMBAHOAKA	117	alpha_sales@dts.mg	SARL	ZF
STE DE DEVELOPPEMENT HOTELIER DE M/CAR	IC 12 RUE D'ANGLETERRE	101		SARL	RC
CAILLE MADAGASCAR INVESTISEMENT	20 RUE DE VILLETTE ISORAKA	101	gtcaille@simicro.mg	SARL	RC
SASSEBO SARL	LOT PR III I 135 BIS SOANIERANA	101	sassebo@simicro.mg	SARL	ZF
BUREAU VERITAS MADAGASCAR	BAT C2 VILLAGE DU JEUX	101	bvm@wanadoo.mg	SARL	RC
COTTONLINE	PK 169 ROUTE D'AMBOSITRA	108		SA	ZF
SUCRERIE DE COMPLANT DE M/CAR	BETSIPOTIKA	619		SA	RC
MADAGASCAR SALES TRIUMPH	ANKADIMBAHOAKA	101	admin.mssa@dts.mg	SA	ZF
INTERNATIOANAL	lot ii j 172h ivandry	101	triumph@dts.mg	SARL	RC
GRIFFY	LOT II N 9 FG AMBATOBE	101		SA	ZF
Demad	domaine seba tyresoles mandrosoa ivato	103		SA	ZF
SNTP INTERNATIONAL	BOROSY TALATAMATY	103	sntpi@simicro.mg	SA	RC

Succursale (Part détenue par un non résident 100%)

NOM	Adresse	Code Fiv.	Email	Forme juridique	Régime fiscal
SURPIQURE SARL	LOT MAIV 18 BIS	103	surpique@dts.mg	SARL	ZF
A & w TEX SARL	RUE DR RASETA ANDRAHARO	101	awint@dts.mg	SARL	ZF
COATS MADAGASCAR	DR RASETA ZI GALAXY	101		SARL	ZF
COSMOS KNIT MADAGASCAR	BP 5223/ ZONE GALAXY ANDRAHARO ANTANANARIVO	101	cosmos.md@dts.mg	SARL	ZF
STE LABELTEX	DR RASETA ANDRAHARO	101	labeltex@dts.mg	SARL	ZF
UNINS MADAGASCAR	IMMEUBLE IKOPA CENTER	117		SARL	RC
FUTURE DEVELOPMENT CORPORATION	Lot I V M Andohatapenaka	117		SARL	RC
BULL MADAGASCAR SA	12, RUE INDIRA GANDHI	101		SA	RC
ASSURANCE FRANCE MADAGASCAR	7 rue rainitovo antsahavola	101	l.afm@dts.mg	SA	RC
CASINO DU CLUB DE TANA	IMMEUBLE PRES PANORAMA	101		SARL	RC
SOCIETE AUXILIAIRE MARATIME DE M/CAR	18 RUE JJ RABEARIVELO	101	auximad@dts.mg	SA	RC
TRANSENERGIE OCEAN INDIEN	Lot II L 6 Bis Bel'Air Ankadivato	101	treoisa@simicro.mg	AUTRE	RC
SAV MADAGASCAR MALAGASY SAMBO LINE	rue capitaine sdoel Rue Sadi Carnot	301 401	secretariat.tamatave@sdv.mg	SA	RC
MELI MELO MEDIA EXPORT IMPORT COMPANY	8 Rue Marécahl Joffre RUE BRICE AMPASIKA	401 401		SARL	RC
KANTO SARL	ANTEHIROKA IVATO PRES INPF	103	afasia@dts.mg	SARL	ZF
ICC MADAGASCAR	ZONE ZAPA AMBODIVONA	101	icc-mada@simicro.mg	SARL	RC
SUFFIZEN HOTEL	6 Rue Suffren	715		AUTRE	RC
COMPTOIR DES VEHICULES D'OCCASION MADAGASCAR	36 AVENUE LALLY TOLLENDAL	715		SARL	CI
MULTI PECHE	Camp Vert Port des Pecheurs	718	mpeche@dts.mg	SARL	RC
ISLANDS DREANS SARL	Rue Raimbault	718	iranga@simicro.mg	SARL	RC
COCO PLAGE	Ambatoloaka	718	coco.plage@simicro.mg	SARL	RC
NOSY-BE	Amporaha Ampasy Atsimo Dzama	718	nosy.be.hotel@simicro.mg	SARL	RC
LA BELLE PLAGE	Dzemandzar Ampasy Atsimo	718	belleplage@dts.mg	SARL	RC
BIOMAD TULEAR SARL	BOULEVARD CAMPISTRON	501	biomadtul@dts.mg	SARL	RC